



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/48/746
10 décembre 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-huitième session
Points 12, 50, 91, 92, 93, 94, 95, 96,
97, 99 et 109 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

OUVERTURE DE NEGOCIATIONS GLOBALES SUR LA COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

CRISE DE LA DETTE EXTERIEURE ET DEVELOPPEMENT

COOPERATION INTERNATIONALE EN VUE D'ELIMINER LA PAUVRETE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

ACTIVITES OPERATIONNELLES DE DEVELOPPEMENT

COOPERATION INTERNATIONALE POUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET LE DEVELOPPEMENT

CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LA POPULATION ET LE DEVELOPPEMENT

CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT

APPLICATION DES DECISIONS ET RECOMMANDATIONS DE LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT

DEVELOPPEMENT SOCIAL, Y COMPRIS LES QUESTIONS RELATIVES A LA SITUATION SOCIALE DANS LE MONDE ET AUX JEUNES, AUX PERSONNES AGEES, AUX HANDICAPEES ET A LA FAMILLE

Lettre datée du 8 décembre 1993, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de l'Indonésie
auprès de l'Organisation des Nations Unies

En ma qualité de Président du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint les documents suivants, établis à la suite de la Réunion ministérielle sur la population du Mouvement des pays non alignés qui s'est tenue à Bali (Indonésie) du 9 au 13 novembre 1993 :

a) Questions et recommandations à l'intention de la Conférence internationale sur la population et le développement en 1994 (annexe I);

b) Appui du Mouvement des pays non alignés à la coopération Sud-Sud dans le domaine de la population et de la planification de la famille (annexe II);

c) Déclaration de Denpasar sur la population et le développement (annexe III).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes en tant que document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 12, 50, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 99 et 109 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Nugroho WISNUMURTI

ANNEXE I

Questions et recommandations à l'intention de la Conférence internationale sur la population et le développement adoptées à la Réunion ministérielle sur la population du Mouvement des pays non alignés, tenue à Bali du 9 au 13 novembre 1993

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1 - 5	5
PREMIERE PARTIE. PREAMBULE, PRINCIPES ET QUESTIONS FONDAMENTALES		
I. PREAMBULE	6 - 11	6
II. PRINCIPES ET QUESTIONS FONDAMENTALES	12 - 20	8
DEUXIEME PARTIE. CHOIX ET RESPONSABILITES		
III. RELATIONS ENTRE POPULATION, DEVELOPPEMENT, CROISSANCE ECONOMIQUE SOUTENUE ET DEVELOPPEMENT DURABLE	21 - 39	10
IV. EGALITE ENTRE LES SEXES ET RENFORCEMENT DES MOYENS D'ACTION DES FEMMES	40 - 53	13
V. CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE ET STRUCTURE DE LA POPULATION	54 - 70	16
VI. LA FAMILLE, SON ROLE, SA COMPOSITION ET SA STRUCTURE	71 - 86	19
VII. DROITS GENESIQUES, SANTE GENESIQUE ET PLANIFICATION DE LA FAMILLE	87 - 102	22
VIII. SANTE ET MORTALITE	103 - 121	24
IX. REPARTITION DE LA POPULATION, URBANISATION ET MIGRATIONS INTERNES	122 - 135	27
X. MIGRATIONS INTERNATIONALES	136 - 148	29

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
TROISIEME PARTIE. MOYENS D'EXECUTION		
XI. PROMOTION DE L'INFORMATION, DE L'EDUCATION ET DE LA COMMUNICATION EN MATIERE DE POPULATION	149 - 162	31
XII. RENFORCEMENT DES CAPACITES	163 - 171	33
XIII. TECHNOLOGIE ET RECHERCHE-DEVELOPPEMENT	172 - 187	35
XIV. ACTION NATIONALE	188 - 197	38
XV. PARTENARIAT AVEC LE SECTEUR NON GOUVERNEMENTAL . . .	198 - 210	40
XVI. COOPERATION INTERNATIONALE	211 - 220	42
XVII. SUIVI DE LA CONFERENCE	221 - 226	44

INTRODUCTION

1. La Réunion des ministres de la population des pays non alignés a eu lieu à Denpasar (Indonésie) du 11 au 13 novembre 1993. Elle tirait son mandat de la dixième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés qui s'était tenue à Jakarta du 1er au 6 septembre 1992. La Réunion des ministres de la population des pays non alignés a été précédée par la réunion d'experts en matière de population des pays non alignés, qui a eu lieu à Bali du 19 au 21 juillet 1993 et la Conférence des hauts fonctionnaires chargés de la population, qui a eu lieu à Denpasar du 9 au 10 novembre 1993. La Réunion des ministres de la population des pays non alignés a également été approuvée par le Comité ministériel permanent pour la coopération économique du Mouvement des pays non alignés, qui a décidé de confier au Gouvernement indonésien le soin de convoquer une réunion d'experts et de hauts fonctionnaires dans le domaine de la population.

2. Tous les pays membres du Mouvement des pays non alignés ont été invités à envoyer leurs ministres chargés de la population à la Réunion, et les pays suivants étaient représentés : Afghanistan, Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Chili, Colombie, Côte d'Ivoire, Cuba, Egypte, Emirats arabes unis, Ethiopie, Guinée, Guinée-Bissau, Inde, Indonésie, Iran, Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Malaisie, Mauritanie, Mongolie, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Palestine, Pérou, Philippines, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Tanzanie, Thaïlande, Tunisie, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie et Zimbabwe.

3. Les représentants des Etats et organismes suivants ont participé à la Réunion en qualité d'observateurs : Allemagne, Australie, Autriche, Brésil, Chine, Pays-Bas, Roumanie, Royaume-Uni, Saint-Siège, Slovaquie, Suède, Suisse, Conseil de la population, FNUAP, Fondation Rockefeller, Groupe des 77, INED (Institut national d'études démographiques), INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale), Organisation des Nations Unies, ORSTOM, Planning familial (France), UNESCO et USAID.

4. A la séance d'ouverture, les participants à la Réunion ont entendu l'allocution liminaire du Président de la République d'Indonésie, M. Soeharto. Ils ont décidé de s'en inspirer lors des débats et de le joindre en tant que document officiel au rapport établi à l'issue de la Réunion.

5. Les participants ont examiné les recommandations des pays membres du Mouvement des pays non alignés à la Conférence internationale sur la population et le développement qui doit se tenir au Caire en 1994 et regroupé leurs délibérations en 17 chapitres. C'est sur la base de ces délibérations que les participants présentent les recommandations suivantes.

PREMIERE PARTIE

Préambule, principes et questions fondamentales

CHAPITRE PREMIER

PREAMBULE

6. La Réunion des ministres de la population des pays membres du Mouvement des pays non alignés, convoquée en application d'une décision de la dixième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés tenue à Jakarta, du 1er au 6 septembre 1992, avait pour objectifs d'étudier :

1) l'intensification des échanges d'informations relatives aux expériences enregistrées dans les Etats membres en matière de politique démographique et de programmes de la planification de la famille; 2) la mise en place de dispositifs techniques de coopération et d'assistance Sud-Sud dans les domaines de l'enseignement et les activités de sensibilisation, de la maternité sans risques et des programmes de planification de la famille; 3) la mise sur pied de dispositifs communs et de coopération en matière de production des fournitures médicales nécessaires aux programmes de planification de la famille. La dixième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Jakarta, a en outre décidé que la Conférence ministérielle devrait instaurer des mécanismes et procédés consultatifs appropriés pour formuler les lignes directrices pour aider les Etats membres à préparer la Conférence des Nations Unies sur la population et le développement prévue au Caire en septembre 1994.

7. Les participants à la Réunion ont également estimé qu'il fallait que les pays non alignés tiennent mieux compte de l'évolution de la situation, en particulier en ce qui concerne la coopération internationale dans le domaine de la population. Ils se sont déclarés fermement convaincus à cet égard que la stabilité politique à l'intérieur des frontières nationales ainsi que dans le cadre régional et sous-régional, était l'une des conditions préalables les plus importantes pour la réalisation de ces objectifs.

8. Ils ont reconnu que les gouvernements avaient consenti d'importants efforts pour formuler et appliquer leurs politiques et programmes nationaux en matière de population et sont conscients des résultats obtenus à ce jour. Ils ont par ailleurs reconnu que la plupart des pays en développement éprouvaient des difficultés à mettre en oeuvre ces politiques et programmes.

9. Ils ont également reconnu que les pays membres du Mouvement se trouvaient à des étapes très différentes dans la réalisation de leurs politiques et programmes nationaux en matière de population et qu'il fallait d'urgence combler cet écart.

10. Considérant l'état actuel des programmes en matière de population dans les pays membres, ils souscrivent au principe fondamental selon lequel les domaines couverts par les questions de population et de développement étaient effectivement très vastes et que leur ampleur ne cessait de s'accroître. Ils se sont félicités à cet égard des efforts déployés dans le passé en matière de population et de développement et de la mise en oeuvre de programmes dénotant une certaine prévoyance à court terme.

11. Ils ont reconnu que les organismes internationaux et de donateurs avaient coopéré dans l'assistance aux programmes en matière de population des pays membres en général. Ils ont toutefois noté qu'il fallait accroître cette assistance pour qu'elle ait l'impact prévu dans leurs programmes en matière de population.

CHAPITRE II

PRINCIPES ET QUESTIONS FONDAMENTALES

12. Les problèmes de population ont un rang de priorité élevé pour les pays membres du Mouvement des pays non alignés. Il faudrait les étudier en corrélation avec les problèmes liés à la croissance économique soutenue et au développement durable. Les taux élevés de croissance démographique, la pauvreté et le sous-développement qui caractérisent nombre de pays membres sont tous étroitement liés. Il importe de briser le lien entre la fécondité élevée et la pauvreté, la maladie et l'analphabétisme pour réaliser les objectifs en matière de croissance économique soutenue et de développement durable.

13. Le système économique mondial reste mal adapté aux besoins de nombre de pays membres, en particulier dans des domaines comme les problèmes liés à la persistance de la crise de la dette, à la baisse des prix des produits de base, à la montée du protectionnisme dans les pays développés et à l'accès limité aux marchés et à la technologie. C'est pourquoi il faut créer un environnement international, social, économique et politique qui soit juste et équitable et à même de mettre la réalisation des aspirations à la prospérité et au développement à la portée de chaque pays.

14. Les problèmes démographiques et le développement écologiquement durable sont aussi étroitement liés et doivent tenir pleinement compte des modes de production et de consommation non durables, en particulier dans les pays développés, ainsi que de la croissance démographique dans les pays en développement. Compte tenu du cercle vicieux de la pauvreté et de la dégradation de l'environnement dans les pays membres du Mouvement, il convient d'intégrer une stratégie viable de protection de l'environnement à la stratégie générale de lutte contre la pauvreté.

15. La personne humaine doit être au centre des politiques en matière de population et de développement si l'on veut assurer une qualité de vie minimale à tous. Les pays membres réaffirment à cet égard que tous les couples et individus ont le droit fondamental de décider librement, de façon responsable et sans contrainte, du nombre de leurs enfants et de l'espacement de leur naissance et de recevoir l'information, la formation et les moyens de le faire. Dans l'exercice de ce droit, il incombe aux couples et individus de tenir compte des besoins de leur progéniture actuelle et des enfants qu'ils auront, ainsi que de leurs responsabilités à l'égard de la communauté; que la famille est l'unité de base de la société et que les femmes doivent jouer un rôle important dans tous les volets des politiques et activités en matière de population et de développement pour leur permettre de participer pleinement à toutes les activités sociales, politiques et économiques.

16. L'éducation est, à tous égards, un élément indispensable à l'amélioration de la qualité de la vie et doit occuper un rang de priorité élevé.

17. Chaque pays a le droit souverain de formuler et d'appliquer des politiques en matière de population. Ce droit est censé être exercé, conformément aux objectifs et aux besoins nationaux sans ingérence étrangère, afin d'améliorer la qualité de vie de tous les peuples du monde. C'est principalement aux autorités nationales qu'il incombe d'appliquer des politiques et des programmes en matière de population. Toutefois, la coopération internationale devrait, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies, jouer un rôle important à cet égard.

18. Les ressources humaines de maints pays en développement ont acquis des qualités remarquables en matière de développement et disposent des compétences et l'expérience nécessaires à la gestion de ce processus. On a constaté à cet égard qu'il importe maintenant de partager cette richesse en ressources humaines avec d'autres pays en développement, en particulier les pays membres du Mouvement des pays non alignés.

19. Pour favoriser le partenariat entre le Nord et le Sud afin d'assurer le développement socio-économique en cette période caractérisée par la convergence des intérêts économiques et l'interdépendance croissante des nations, il est impératif d'accroître les dons bilatéraux et multilatéraux, d'intensifier les courants d'aide à des conditions de faveur aux pays en développement, et d'assurer un plus large accès aux marchés des pays développés.

20. Le succès des politiques en matière de population et de développement de tous les pays, en particulier des pays en développement, est fonction de l'engagement politique de ces pays et de l'appui total et soutenu de la communauté internationale. La communauté des donateurs bilatéraux, le système des Nations Unies et les autres organisations internationales ont un rôle important à jouer dans la réalisation de ces objectifs.

DEUXIEME PARTIE

Choix et responsabilités

CHAPITRE III

RELATIONS ENTRE POPULATION, DEVELOPPEMENT, CROISSANCE ECONOMIQUE SOUTENUE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

GENERALITES

21. Certains pays membres du Mouvement des pays non alignés souffrent d'une pauvreté extrême et d'un développement à la fois insuffisant et déséquilibré, phénomènes souvent associés à une répartition géographique inégale de la population et à la dégradation de l'environnement. L'élément crucial est donc ici d'améliorer les conditions de vie des générations actuelles, en veillant à ne pas compromettre la capacité des générations futures d'assurer leur subsistance. Les efforts dans ce sens doivent s'inscrire dans le cadre de l'amélioration générale de la qualité de la vie, qui s'inscrit elle-même dans la perspective du développement durable, principe devant sous-tendre l'action menée à l'approche du XXI^e siècle.

22. Pour assurer la réussite de cette entreprise complexe, il faudra pouvoir compter sur un engagement politique au plus haut niveau et sur un soutien accru de la communauté internationale, en intégrant les activités de population et de développement.

23. Depuis 20 ans, la coopération qui s'est instaurée dans le cadre d'arrangements bilatéraux, trilatéraux et multilatéraux, en matière de population et de développement entre les pays non alignés et, de façon plus générale entre pays en développement et pays développés, a porté ses fruits. Fort de ces succès, les pays développés ont continué à apporter leur concours à l'exécution de programmes relatifs à la population et au développement dans les pays en développement.

24. On sait également que la réussite dans ce domaine dépend du degré auquel on est parvenu à sensibiliser le public aux questions de démographie, de développement et d'environnement, grâce à l'éducation, la recherche et la diffusion d'informations. Il faut souligner à cet égard l'importance de la coopération internationale entre pays non alignés et, plus généralement, entre pays en développement, lorsqu'il s'agit d'échanger des informations et de partager des expériences.

25. On ne pourra parvenir à un développement durable qu'au prix d'une détermination sans faille. A cette fin, il est primordial de mettre en valeur les ressources humaines, en accordant la plus haute priorité à l'éducation, et en particulier à l'éducation continue.

OBJECTIFS

26. Intégrer les questions de population dans les programmes de développement en tenant compte des variables démographiques lors de l'élaboration de plans nationaux et internationaux de développement.

27. Atténuer la pauvreté grâce à l'intégration des politiques et programmes relatifs à la population et au développement économique, en mettant l'accent sur la valorisation des ressources humaines et en tenant compte de la corrélation entre population, pauvreté, production, distribution et surconsommation.

28. Créer un environnement international favorable pour la mise en oeuvre de programmes de population et de développement et propice au développement durable.

PRINCIPALES QUESTIONS

29. Bien qu'on se soit efforcé de réduire la croissance démographique dans les pays non alignés, la population continuera de croître en termes absolus du fait de l'importance numérique des groupes qui atteignent l'âge fertile. Les responsabilités des pouvoirs publics à l'échelon national et régional s'en trouvent alourdies, puisqu'ils doivent veiller aux besoins d'une population en accroissement constant.

30. L'objectif ultime des politiques démographiques est d'améliorer la qualité de la vie. Les progrès accomplis dans le domaine de la population et du développement, ainsi que dans d'autres domaines ou secteurs, ont modifié l'équilibre existant entre population et environnement, notamment sur le plan des ressources naturelles, ce qui se traduit par les problèmes suivants : mauvaise gestion des forêts, le reboisement étant entravé par la croissance de l'industrie des produits forestiers; réduction des terres agricoles en raison de l'industrialisation et de l'urbanisation; pénurie d'eau potable, épuisement des nappes phréatiques, changements climatiques et surconsommation des ressources énergétiques.

31. Des taux élevés de natalité et une répartition géographique déséquilibrée peuvent être à l'origine de problèmes écologiques tels que l'épuisement des sols destinés à l'agriculture, la surexploitation des forêts, la pollution de l'air et des eaux, le risque d'extinction de certaines espèces végétales et animales, les changements climatiques au niveau mondial, sans compter les conséquences néfastes de tout ce qui précède sur la qualité de la vie.

32. Les pays développés, qui sont parvenus à faire baisser les taux de fécondité et de mortalité, sont maintenant aux prises avec les conséquences du vieillissement de leur population. Il convient de noter toutefois que les personnes âgées, en raison de l'expérience, des compétences, des connaissances et de la sagesse qu'elles ont accumulées, constituent un atout important pour le développement de la communauté, et du pays.

33. Il convient de noter également que les efforts nationaux de développement n'atteignent pas toujours dans une mesure équitable toutes les couches de la société. Il faut s'efforcer de faire participer au processus de développement les groupes qui en demeurent exclus et ne jouissent pas encore des avantages que ce processus engendre.

RECOMMANDATIONS

34. Les stratégies menées au niveau national pour freiner l'accroissement de la population et pour en modifier la répartition géographique, la taille, la structure ou la composition devraient être étroitement liées aux programmes de lutte contre la pauvreté, de protection de l'environnement et de promotion du développement socio-économique.

35. Eu égard à la corrélation existant entre dynamique de la population et détérioration de l'environnement, il importe d'élaborer et de mettre en oeuvre des politiques souples et bien conçues permettant de maintenir un équilibre viable entre démographie et ressources disponibles. Il faudra en outre élaborer des politiques permettant d'éviter les exodes provoqués par la dégradation du milieu, les catastrophes naturelles, les conflits politiques et les troubles sociaux.

36. Un développement durable et l'amélioration des conditions de vie des populations ne sauraient être assurés que par le biais de stratégies évolutives élaborées dans le cadre de politiques de population avisées.

37. Le succès exige en outre qu'un rang de priorité élevé soit assigné à l'éducation, et que celle-ci commence dès la petite enfance, se poursuive jusqu'à l'âge adulte et aille des activités d'éveil pour les tout-petits à l'acquisition de compétences pour les personnes âgées. Le principe d'une éducation universelle et gratuite sera appliqué chaque fois que possible.

38. Malgré les progrès remarquables accomplis sur le plan du développement national et régional, la pauvreté dans laquelle vivent certaines couches de la population demeure patente. Les responsables politiques doivent donc s'employer à atténuer la pauvreté, grâce à une action tant nationale qu'internationale.

39. Dans les pays non alignés, les couches défavorisées de la société souffrent des maux suivants : 1) pauvreté, 2) santé déficiente et 3) ignorance. Il faut remédier à cet état de fait, et les instances nationales et internationales sont instamment invitées à prendre des mesures concrètes pour ce faire.

CHAPITRE IV

EGALITE ENTRE LES SEXES ET RENFORCEMENT DES MOYENS D'ACTION DES FEMMES

GENERALITES

40. Actuellement, la condition féminine dans les pays non alignés connaît une évolution sociale et culturelle rapide. Le rythme auquel changent le rôle des femmes et la place qu'elles occupent dans la société varient d'un pays à l'autre. Les moeurs et les valeurs traditionnelles relatives au rôle féminin ont suivi la même évolution. Il faut signaler toutefois que bon nombre de femmes n'en bénéficient pas. La famille, unité socioculturelle de base et image du type de société dans laquelle elle s'inscrit, doit maintenant s'adapter au fait que les femmes, tant sur le plan individuel qu'en tant que groupe, revendiquent une égalité entre les sexes où les hommes seraient des partenaires. Elles aspirent à des rôles nouveaux et élargis : épouses, mères et travailleuses dans des secteurs productifs de l'économie.

OBJECTIFS

41. Conformément aux déclarations de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le droit au développement, selon lesquelles l'être humain doit être le protagoniste du développement en devenant à la fois l'acteur et le bénéficiaire principal, il est impératif que les pays non alignés s'efforcent de démarginaliser les femmes en améliorant leurs conditions de vie, à la fois en tant qu'individus et en tant que membres de leur famille, de leur collectivité et de la société dans laquelle elles vivent. A mesure que la condition féminine s'est améliorée, les femmes ont été mieux à même de contribuer activement au bien-être de leur famille et au développement de la communauté et de la société dans laquelle elles vivent, tout en retirant les bénéfices. La condition des femmes devrait s'améliorer parallèlement à celle des hommes. C'est pourquoi le premier objectif doit être de parvenir au plein épanouissement de l'être humain, quel que soit son sexe.

QUESTIONS PRINCIPALES

42. Les trois questions principales de cette rubrique sont : 1) l'égalité entre les sexes, 2) l'autonomisation des femmes et l'amélioration de leurs conditions de vie, 3) la création d'un environnement socioculturel propice à la réalisation des deux premiers objectifs.

43. Selon la nouvelle conception de l'égalité entre les sexes, les hommes et les femmes doivent être des partenaires. Les hommes comme les femmes sont encouragés à jouer un rôle actif dans le développement de leurs pays. Mais les femmes ne pourront le faire que si on leur en donne dûment les moyens. Cette habilitation devrait se traduire par des actions concrètes visant à améliorer leur accès aux services de santé, à l'éducation et à la formation. Dans le même temps, il faut s'efforcer d'améliorer l'égalité entre les sexes au regard de la loi et au regard de l'emploi. En se démarginalisant et en devenant les égales de l'homme, les femmes seraient mieux en mesure de prendre soin de leurs enfants et, puisque les hommes assumeraient une part des responsabilités familiales,

/...

chacun aurait plus de chances de se réaliser pleinement. Il reste qu'on ne pourra parvenir à l'égalité entre les sexes et à la responsabilisation des femmes que si l'environnement social et culturel y est propice.

RECOMMANDATIONS

44. Cette question doit être abordée en évitant de faire naître affrontement et antagonisme entre hommes et femmes et en cherchant plutôt à susciter une attitude de conciliation et un esprit de collaboration.

45. Les entraves juridiques, éducatives, administratives, sociales, économiques, culturelles et autres qui empêchent les femmes de réaliser pleinement leur potentiel doivent être éliminées. Il faut aussi veiller à faire respecter plus strictement la législation et la réglementation adoptée pour améliorer la condition féminine.

46. Il faudra s'efforcer d'accroître la participation, la représentation et le pouvoir des femmes dans tous les domaines du développement socio-économique, en assurant notamment leur présence aux postes de direction et de décision.

47. L'éducation et la formation, sous toutes leurs formes, devront être rendues plus accessibles aux femmes. On devrait en outre assurer à ces dernières des conditions d'emploi égales et les aider à exercer des activités génératrices de revenus.

48. Il faudra promouvoir la responsabilisation des femmes pour qu'elles puissent jouer un rôle égal à celui des hommes dans le développement et exercer leurs droits et réaliser leur indépendance économique.

49. Les responsables politiques à tous les niveaux devront s'attaquer aux causes profondes de la préférence pour les enfants mâles et faire en sorte que filles et garçons reçoivent le même traitement. Il faut en outre s'efforcer de garantir un accès égal, sans discrimination fondée sur le sexe, l'âge ou le statut au sein de la famille, aux soins de santé. Des mesures strictes devront être prises au niveau national pour faire mieux connaître aux femmes leurs droits en matière de procréation, ainsi que sur le plan social, économique et juridique.

50. Les pratiques de mutilation génitale des petites filles ayant encore cours dans certaines sociétés, les responsables politiques sont instamment invités à prendre les mesures qui s'imposent pour mettre fin à toutes les formes de ce type de pratique.

51. Des mesures concrètes doivent être prises pour combattre toutes formes de violence et de discrimination fondées sur l'âge ou le sexe, en particulier celles qui s'exercent à l'encontre des femmes.

52. A l'échelon national, les responsables politiques doivent s'efforcer d'éliminer les préjugés négatifs qui prévalent à propos des femmes et de leur rôle dans la société.

53. A l'échelon national, les responsables politiques sont invités à évaluer l'impact des programmes de population, de développement, de santé et d'environnement sur la condition féminine (sur les plans social, économique et sanitaire) et veiller à ce que des femmes participent à la mise en oeuvre de ces programmes de sorte que les questions relatives à la condition féminine soient mieux prises en compte dans la planification du développement.

CHAPITRE V

CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE ET STRUCTURE DE LA POPULATION

GENERALITES

54. Malgré les succès remportés sur le plan de la réduction de la fécondité dans le monde, il est fort probable que la population continuera de s'accroître au même rythme pendant les prochaines décennies. Il existe par ailleurs des différences importantes entre les régions et les pays en ce qui concerne la croissance démographique et les taux de fécondité et de mortalité.

55. Ces différences ont abouti à la dimension actuelle de la population mondiale, à sa répartition régionale, à sa structure, à sa composition et à ses caractéristiques. Une attention particulière doit être accordée au vieillissement de la population et aux régions du monde où il est le plus apparent.

56. La situation exige donc que des mesures particulières soient prises, qui tiennent pleinement compte de la diversité des tendances observées dans le contexte d'une croissance économique et d'un développement durable.

OBJECTIFS

57. Au moment où la plupart des pays non alignés voient leur taux de fécondité et de mortalité baisser sensiblement, il faudra veiller à ce que cette tendance aille de pair avec le développement national, en vue de parvenir à la stabilité démographique.

58. Il est impératif que l'interdépendance des questions de développement, de population et d'environnement soit bien comprise à tous les niveaux, et que chacun s'emploie à résoudre ces questions de façon intégrée.

59. Dans la plupart des pays non alignés les groupes défavorisés représentent une proportion élevée de la population; il faut donc veiller à satisfaire les besoins de ces groupes dans le cadre des politiques et programmes nationaux de développement.

QUESTIONS PRINCIPALES

60. Si la tendance actuelle des taux de fécondité et de mortalité est à la baisse, il existe néanmoins des variations importantes au niveau du pays et de la région, particulièrement dans les pays non alignés. La plupart de ces derniers sont parvenus à freiner l'accroissement de la population, quoiqu'à des rythmes différents, mais dans bien des pays cette tendance ne s'est pas encore amorcée ou démarre à peine.

61. Les taux de mortalité baissent dans de nombreux pays non alignés mais, en revanche, les taux de fécondité demeurent élevés dans plusieurs de ces pays, c'est pourquoi la population de ces derniers compte une proportion importante d'enfants et de jeunes. Une infrastructure adéquate de services sociaux doit donc être mise en place pour répondre aux besoins de ces groupes d'âge.

62. La baisse des taux de mortalité et l'allongement de l'espérance de vie se traduisent par un vieillissement de la population. Cette réalité présente à la fois des avantages et des inconvénients pour les pays non alignés.

63. Dans la plupart des pays, les responsables politiques devront prendre les mesures pour assurer des conditions de vie satisfaisantes aux personnes âgées.

64. Les handicapés constituent eux aussi un groupe défavorisé dont il faut s'occuper d'urgence, tant sur le plan national que sur le plan international. Il est à noter que jusqu'à présent, l'action internationale en leur faveur est demeurée des plus modestes.

RECOMMANDATIONS

65. Il va sans dire que les jeunes et les adolescents représentent l'avenir de toute société ou pays. Il faut donc les aider à s'épanouir et améliorer leurs compétences afin qu'ils puissent participer aux programmes menés dans le domaine de la population. A cet égard, il est impératif que les décideurs, à tous les échelons, élaborent sans tarder des programmes novateurs destinés à encourager la participation des jeunes et qu'ils en poursuivent l'application aussi longtemps qu'il faudra.

66. Il est établi que les groupes défavorisés d'une société, tout appauvris et marginalisés qu'ils soient, ont un rôle important à jouer dans le développement national et régional. Il faudra donc que les décideurs élaborent et mettent en oeuvre des programmes novateurs à l'intention de ces groupes défavorisés et qu'ils en poursuivent l'exécution aussi longtemps que nécessaire.

67. Les pays qui ont accusé par le passé une importante croissance démographique ont actuellement une population jeune, ce qui est décisif pour leur avenir. Il est tout particulièrement recommandé aux décideurs, à tous les échelons, de s'employer à satisfaire les besoins et les aspirations de ces groupes d'âge.

68. En raison de l'accroissement rapide de la population et de l'allongement sensible de l'espérance de vie à la naissance, dus aux progrès de la science et au développement en général, la plupart des gouvernements des pays non alignés doivent faire face aux problèmes liés à l'augmentation du nombre de groupes vulnérables. On pense notamment au nombre croissant de personnes âgées et d'enfants défavorisés, en particulier non scolarisés. En ce qui concerne les personnes âgées, les responsables doivent veiller à leurs besoins et assurer leur prise en charge. Quant aux enfants défavorisés, les décideurs doivent veiller à leurs intérêts, s'ils veulent préserver l'avenir des générations futures.

69. Le déséquilibre existant entre l'offre et la demande d'emploi est des plus préoccupants. Il faut donc d'urgence prendre des mesures fermes, tant nationales qu'internationales, pour améliorer le sort des sans-emplois.

70. Le travail des enfants existe dans certains pays non alignés. C'est souvent la pauvreté qui pousse ces enfants à entrer sur le marché du travail avant d'avoir pu acquérir les connaissances et les compétences nécessaires; la plupart d'entre eux ont abandonné leurs études. Les décideurs, à tous les échelons, se doivent donc de s'attaquer aux causes profondes de ce phénomène en prenant les mesures qui s'imposent pour atténuer la pauvreté.

CHAPITRE VI

LA FAMILLE, SON ROLE, SA COMPOSITION ET SA STRUCTURE

GENERALITES

71. La famille est l'environnement qui a l'influence la plus déterminante sur ce qui fait de nous des êtres humains. C'est dans ce cadre que se déroulent différents aspects de la vie humaine : la croissance, le développement et la protection des enfants, l'autonomisation et la participation des femmes, la prise en charge des personnes âgées, et les aspects les plus importants de l'éducation, de la protection de la santé et de la nutrition.

72. La famille et l'évolution de son rôle, de sa structure et de sa composition, sont d'une importance primordiale pour la survie et le bien-être de l'humanité. De même que l'environnement social et naturel, cette institution collective traditionnelle doit être préservée et renforcée si l'on veut améliorer la qualité de la vie de tous les individus, en particulier dans les pays membres du Mouvement des pays non alignés.

73. Dans ces pays, la famille est un important agent de la croissance économique soutenue, indispensable pour un développement durable aux niveaux tant familial que communal et social. La contribution de la famille à ces processus est cruciale. En outre, la famille joue un rôle important dans la transmission des valeurs sociales d'une génération à l'autre, en tant qu'agent principal de la socialisation et, par conséquent, en tant qu'agent potentiel de l'évolution sociale.

OBJECTIFS

74. La famille est l'institution et l'unité sociale centrale et fondamentale et joue depuis toujours un rôle crucial dans la préservation de la société et du genre humain. C'est pourquoi il convient d'exploiter tous les moyens envisageables et disponibles pour la préserver et la renforcer.

75. Il faut accorder une place particulière à la famille, car elle est l'élément fondamental de la vie sociale et du développement des sociétés et doit être considérée comme l'une des principales ressources sociales à mobiliser au service du développement.

76. Dans ce monde en évolution rapide, il faut préserver et renforcer la famille pour qu'elle puisse continuer d'assurer ses fonctions essentielles : 1) fonction religieuse, 2) fonction socioculturelle, 3) fonction affective, y compris le processus de démocratisation dans la famille, 4) fonction de sanctuaire pour chacun de ses membres, 5) fonction reproductive, 6) fonction de socialisation, 7) fonction productive, 8) fonction de protection de l'environnement.

PRINCIPALES QUESTIONS

77. Dans le cadre d'une évolution démographique et socio-économique rapide, les modes de formation de la famille subissent une transformation profonde, qui modifie la composition et la structure de la famille. Il existe de par le monde des conceptions très diverses de la famille, qui tiennent à la diversité des systèmes sociaux, politiques et culturels. Cette diversité n'est pas sans effet sur la formulation des politiques et des programmes qui concernent la famille et son développement.

78. En tant qu'unité fondamentale de la société, la famille a droit à une protection assurée par la société et par l'Etat. Cela concerne tout particulièrement le nombre considérable de familles qui appartiennent à des catégories vulnérables de la population : familles monoparentales ayant à leur tête des personnes pauvres et sans grande instruction; familles pauvres dont certains membres sont handicapés; familles séparées en raison de la situation professionnelle de certains de leurs membres; familles de réfugiés et familles déplacées et autres familles défavorisées.

RECOMMANDATIONS

79. Il faut, sur la base d'une analyse des divers modes de formation familiale dans le cadre du processus complexe d'évolution des sociétés, arriver à appréhender concrètement le rôle de la famille dans l'évolution sociale.

80. Dans l'état actuel du développement des pays non alignés, il est impératif de poursuivre les efforts visant à modifier les attitudes, particulièrement celles des hommes, en ce qui concerne la répartition des responsabilités dans la famille, notamment pour ce qui est de la planification familiale et de l'autonomisation des femmes, ainsi que du développement et de la protection des enfants. Il faut aussi continuer d'encourager les hommes à participer pleinement à toutes les tâches familiales.

81. Comme les programmes de planification de la famille vont maintenant au-delà du but initial de limitation de la fécondité, il est souhaitable que leur portée soit officiellement et clairement élargie pour qu'ils contribuent directement à l'épanouissement de la famille et à la promotion du bien-être familial, en répondant aux besoins sociaux, culturels, économiques, éducatifs et autres de la famille.

82. Il faut prendre acte du fait que la famille est l'unité sociale la plus petite et est un facteur essentiel du développement; il convient donc de formuler les politiques et stratégies nationales, régionales et internationales de façon à asseoir la planification et l'exécution des programmes de développement socio-économique sur l'unité fondamentale qu'est la famille.

83. Dans le même esprit, il faut lancer des projets spéciaux dans le cadre desquels la famille serait considérée comme une institution à mettre à contribution pour la planification, l'exécution et l'évaluation des activités de développement socio-économique. L'amélioration du bien-être des familles se répercute sur chacun de ses membres, et c'est en fin de compte cela qui détermine le bien-être des peuples.

84. Considérant en outre le rôle de la famille en tant qu'institution sociale fondamentale du développement socio-économique, il est urgent de prendre des mesures concrètes pour en encourager et protéger la cohésion et pour en promouvoir et préserver le rôle en tant qu'unité de production et de reproduction.

85. Compte tenu du rôle stratégique que joue la famille dans les programmes de développement socio-économique, il faut d'urgence élaborer des politiques et stratégies lui donnant une place centrale dans l'éducation et la socialisation des enfants, faisant d'elle l'institution principale de prise en charge des personnes âgées et reconnaissant son rôle majeur dans la transmission des normes et des valeurs.

86. Il faut que les autorités nationales et internationales prennent d'urgence des mesures visant à améliorer la compréhension des facteurs complexes qui déterminent le bien-être des familles et élaborent rapidement des moyens appropriés pour mesurer ce bien-être.

CHAPITRE VII

DROITS GENESQUES, SANTE GENESIQUE ET PLANIFICATION DE LA FAMILLE

GENERALITES

87. De nombreux pays mettent en oeuvre depuis des années de vastes programmes de planification familiale, mais l'utilisation de ces programmes pour promouvoir les droits et la santé génésiques des femmes ne semble pas avoir été suffisamment développée. Dans les pays non alignés et dans les pays en développement en général, la morbidité et la mortalité maternelles sont élevées.

88. En outre, il est établi que les causes médicales de la mortalité maternelle ne sont que l'aspect le plus visible de tout un ensemble de problèmes. La mortalité maternelle est influencée par la situation socio-économique, la nutrition, l'hygiène et les soins de santé pendant la période prénatale et périnatale.

89. Dans de nombreuses populations, il est admis que la sexualité humaine et les comportements sexuels sont étroitement liés et influencent la santé sexuelle et génésique. La planification familiale est couramment considérée comme un moyen de promouvoir les droits génésiques et la santé maternelle et infantile.

90. L'approche intégrée de la santé génésique, de la planification familiale et du développement, défendue par de nombreuses organisations internationales, nécessite une compréhension de leurs interactions complexes. A cet égard, il faut sans tarder renforcer l'engagement politique et les mesures opérationnelles, ce qui suppose que les décideurs et planificateurs comprennent bien les liens qui existent entre l'état de santé des femmes, leurs droits, leur rôle et leur valorisation en tant que ressources humaines.

OBJECTIFS

91. Sensibiliser les couples et les individus aux risques que courent les femmes dans le processus de reproduction, en particulier la grossesse et l'accouchement.

92. Faire en sorte que l'idéal d'une famille peu nombreuse, heureuse et prospère fasse partie intégrante des attitudes ou convictions des individus et de la communauté.

93. Institutionnaliser les programmes de soins de santé génésique et de planification familiale en encourageant toutes les institutions à devenir plus autonomes et motivées et à considérer la planification familiale et les soins de santé génésique comme une partie intégrante de leur mission et de leurs programmes de vulgarisation.

94. Améliorer la qualité des services de santé génésique et de planification familiale, notamment en ce qui concerne la fourniture de contraceptifs pour aider les couples à limiter et à espacer les naissances autant qu'ils le souhaitent.

/...

95. Fournir aux adolescents une information suffisante sur la santé génésique pour leur permettre de mener une vie génésique saine.

PRINCIPALES QUESTIONS

96. La compréhension des facteurs liés à la santé génésique permet de déterminer les objectifs des programmes de soins de santé génésique et de planification familiale. Premièrement, il faut diffuser une information sur les principales causes des problèmes de reproduction sur les conditions de la santé génésique, sur l'utilité de la limitation des naissances et sur les avantages et les éventuels effets secondaires de la contraception. Deuxièmement, il faut encourager l'adoption d'attitudes positives en ce qui concerne la santé génésique et la planification familiale. Troisièmement, il faut mener des actions de soutien pour faciliter les activités liées à la santé génésique et à la planification familiale, notamment par le traitement de l'infécondité. Quatrièmement, il est urgent de donner aux jeunes et aux adolescents une éducation en matière de santé génésique.

RECOMMANDATIONS

97. Il est indispensable et urgent de promulguer des lois pour fixer l'âge minimum au premier mariage et d'adopter des mesures tangibles visant à décourager les grossesses précoces.

98. Les responsables nationaux sont appelés à formuler des stratégies appropriées pour sensibiliser tous les membres de la famille aux préoccupations et aux droits génésiques des femmes. En outre, ils devraient concevoir des activités visant à informer et éduquer les adolescents et à leur donner accès à des services dans le domaine de la santé génésique.

99. Il faut prendre des mesures appropriées pour améliorer systématiquement la qualité de tous les services de planification familiale et offrir à leurs clients le plus large éventail possible d'options et les techniques les mieux adaptées, techniques qui doivent être sans danger, acceptables et d'un coût abordable. Il est en outre recommandé de mettre à la disposition du grand public une information complète et précise et d'assurer une action de suivi efficace pour ceux qui en ont besoin. Dans le même esprit, il faut rappeler la nécessité d'établir des services de soins sensibilisés aux besoins des bénéficiaires de ces soins.

100. Les programmes de planification familiale étant, fondamentalement, des programmes visant à assurer le bien-être et l'épanouissement de la famille, il est urgent d'y intégrer des mesures permettant de réduire les risques associés à la grossesse et d'améliorer les chances de survie des enfants.

101. Vu l'état actuel des problèmes liés à la famille, il est impératif de mettre l'accent sur la promotion des droits des femmes et des enfants dans la famille.

102. Il est indispensable d'améliorer la qualité et la portée de l'information sur la planification familiale, de fournir des services de bonne qualité aux individus, aux couples et aux groupes sociaux qui sont négligés.

/...

CHAPITRE VIII

SANTE ET MORTALITE

GENERALITES

103. Au cours des dernières décennies, l'espérance de vie s'est sensiblement allongée dans la plupart des pays non alignés. Ce gain se traduit non seulement par une amélioration directe et notable du bien-être, mais aussi par une réduction de la charge économique que représentent les travailleurs en mauvaise santé et l'absentéisme dû à la maladie. Cependant, le nombre croissant des personnes âgées crée de nouvelles charges, notamment en raison de la multiplication des maladies dégénératives, auxquelles viennent s'ajouter la propagation menaçante des maladies sexuellement transmissibles et notamment du VIH/sida, ainsi que l'augmentation de l'incidence de certaines maladies dues à la consommation de tabac, d'alcool ou de stupéfiants, qui sont sensibles à la modification des modes de vie.

104. Le taux de mortalité a continué de baisser dans la plupart des pays non alignés. Cependant, la morbidité et la mortalité restent trop élevées dans certaines catégories de la population de certains pays et même, parfois, dans l'ensemble de la population nationale. Les taux de survie des enfants ont progressé de façon spectaculaire, mais dans certains pays non alignés, les taux de mortalité infantile et postinfantile sont encore élevés. On a aussi obtenu des résultats remarquables dans la lutte contre la mortalité maternelle, mais il faut mettre en oeuvre de nouvelles méthodes pour accélérer les progrès dans ce domaine. Malgré toutes ces améliorations, il subsiste d'énormes problèmes de santé, qui sont dus à une mauvaise répartition des dépenses publiques, à l'inégalité face aux services de santé de base, à l'inefficience des services de santé et à l'explosion du coût de la santé. En ce qui concerne les maladies mentionnées plus haut, l'accès aux soins de santé est encore très insuffisant pour la plus grande partie de la population mondiale.

OBJECTIFS

105. Poursuivre le développement des soins de santé primaires pour que l'ensemble de la population puisse y accéder et que ces services, tout en étant de meilleure qualité, restent abordables pour la grande majorité de la population.

106. Améliorer, dans leur sens le plus large, les chances de survie, la protection et le développement des enfants, notamment en réduisant la mortalité infantile et en généralisant l'immunisation.

107. Réduire la morbidité et la mortalité maternelles en mettant en oeuvre différents programmes et offrir le plus large accès possible aux soins de santé maternels à toutes les catégories de la population.

108. Réduire l'incidence des maladies sexuellement transmissibles et en particulier du VIH/sida en employant tous les moyens possibles, notamment l'éducation, pour modifier les comportements sexuels à haut risque, la recherche scientifique et médicale, pour trouver des traitements, et le renforcement des liens familiaux et du sens des responsabilités.

109. Offrir des soins de santé appropriés aux catégories vulnérables de la population des pays non alignés qui restent exposées aux maladies transmissibles et dégénératives.

PRINCIPALES QUESTIONS

110. La mortalité maternelle est l'un des principaux problèmes des femmes en âge de procréer dans la plupart des pays en développement. D'après les chiffres de l'ONU, dans la plupart des pays développés, les taux de mortalité maternelle sont beaucoup moins élevés que dans les pays les moins avancés. Outre les maladies, cette mortalité maternelle élevée est souvent due à des complications liées à l'avortement.

111. Même si dans de nombreux pays non alignés les taux de mortalité infantile et postinfantile ont beaucoup baissé, ils restent encore trop élevés, les raisons en étant la pauvreté, la malnutrition, la fréquence des grossesses, l'ignorance des règles d'hygiène et d'assainissement, l'insuffisance des services de santé et, indirectement, les troubles sociaux et politiques.

112. Les pays non alignés font d'importants progrès en ce qui concerne l'amélioration de l'accès aux éléments essentiels des soins de santé primaires et des services thérapeutiques de base, comme en témoigne l'augmentation continue de l'espérance de vie à la naissance dans la plupart des régions du monde. Pour ce qui est des mesures préventives, malgré les progrès réalisés, une grande partie de la population, surtout dans les pays les moins avancés, n'a pas accès à des services publics tels que l'eau salubre et l'assainissement, et est donc beaucoup plus exposée aux maladies infectieuses.

113. L'incidence des MST, en particulier du VIH/sida, reste élevée et a même tendance à augmenter dans certains pays. La propagation du VIH/sida est très inquiétante.

RECOMMANDATIONS

114. Pour continuer de réduire les taux de morbidité et de mortalité, il faut en priorité renforcer les soins de santé primaires. Certains pays non alignés ont réussi à mobiliser des bénévoles à cet effet, et il est donc recommandé qu'ils fassent profiter de leur expérience d'autres pays, notamment ceux dans lesquels une telle action est particulièrement urgente.

115. Dans beaucoup de pays non alignés il faut faire un effort particulier pour améliorer l'accessibilité des soins de santé primaires pour l'ensemble de la population, notamment dans les zones isolées et dans le cas de certaines catégories de population. Les responsables nationaux et internationaux sont donc invités à prendre des mesures énergiques et concrètes pour continuer d'améliorer l'accessibilité des soins de santé primaires. En ce qui concerne

/...

les mesures préventives, il est recommandé que les pays non alignés développent des services publics tels que les adductions d'eau salubre, l'assainissement et l'immunisation.

116. Compte tenu de la situation difficile de la grande majorité des enfants dans les pays en développement, en particulier dans les pays non alignés, les gouvernements et la communauté des donateurs internationaux sont invités à coopérer en vue d'améliorer la survie, le développement et la protection des enfants.

117. L'épanouissement des enfants n'est pas seulement une question de santé physique mais englobe la santé et le développement mentaux. Lorsque c'est possible, les gouvernements et les organismes internationaux sont invités à coopérer et à coordonner leur action pour qu'elle puisse atteindre aussi des enfants plus âgés que le groupe cible actuel (les moins de 5 ans).

118. Comme, dans la grande majorité des pays non alignés, les conditions d'accouchement sont loin d'être satisfaisantes et qu'un grand pourcentage des accouchements n'ont d'assistance que des accoucheuses non qualifiées, les gouvernements et les organismes internationaux sont invités à prendre immédiatement des mesures énergiques pour mettre en oeuvre l'initiative pour une maternité sans risque. Ils sont en outre invités à dépasser le stade conceptuel et à élaborer dans ce domaine des programmes d'action faisant appel à la mobilisation et à la participation de la collectivité.

119. Il convient de fournir à l'ensemble de la population, et en particulier aux groupes vulnérables, les moyens de protection nécessaires contre le VIH/sida et les autres maladies sexuellement transmissibles, et d'employer à cet effet des campagnes de presse et des activités de communication directe en vue d'informer et de modifier les attitudes et comportements.

120. L'incidence des maladies dues à la consommation de tabac, d'alcool ou de stupéfiants et des maladies dégénératives étant en hausse, les responsables nationaux et internationaux sont invités à encourager l'adoption de modes de vie sains, en particulier chez ceux qui sont les plus exposés à ces maladies.

121. Au stade actuel du développement national et régional, la population en général aspire à des services médicaux et sanitaires de meilleure qualité. Pour répondre à cette demande, les responsables du secteur public et du secteur privé et les ONG sont invités à prendre toutes les mesures nécessaires. En outre, tous les intéressés devraient faire une analyse critique du niveau actuel de la qualité des services, dans l'intérêt des générations futures.

CHAPITRE IX

REPARTITION DE LA POPULATION, URBANISATION ET MIGRATIONS INTERNES

GENERALITES

122. Tout mode de développement joue sur les migrations et, partant, sur la répartition de la population. Les migrations et l'urbanisation font partie intégrante du processus de développement. A cet égard, on constate que, bien que les migrations entre zones rurales ou entre zones urbaines constituent des formes de mobilité spatiale non négligeables dans de nombreux pays, c'est l'exode des campagnes vers les villes qui suscite le plus d'intérêt en tant que facteur d'accroissement de la population urbaine.

123. La création d'un plus grand nombre d'emplois productifs dans certaines régions est l'objectif principal des stratégies générales de développement. En conséquence, on devrait faire porter les efforts sur les régions les moins développées afin que les flux migratoires puissent être réorientés en fonction d'objectifs plus précis.

OBJECTIFS

124. Assurer une répartition plus équilibrée de la population en encourageant le développement durable à la fois des zones rurales et urbaines et en mettant particulièrement l'accent sur la promotion de l'égalité sociale et du bien-être collectif pour réduire le problème des flux migratoires à la racine et stimuler la croissance de centres urbains de petites ou moyennes dimensions et le développement durable des zones rurales.

125. Maintenir l'équilibre voulu entre les facteurs démographique et environnemental à l'échelle des villes et des régions, en orientant les politiques appropriées dans le sens d'un développement plus durable.

PRINCIPALES QUESTIONS

126. En milieu rural, la faible productivité et la surexploitation des terres provoquent un exode vers les zones urbaines ou vers d'autres zones rurales. En milieu urbain, les contraintes environnementales sont souvent la cause des mouvements de population. Mais tant que les activités de développement resteront spatialement concentrées dans les zones urbaines, elles continueront de favoriser les inégalités de répartition de la population.

127. On constate également que les politiques concernant la répartition de la population devraient s'inscrire dans le cadre des stratégies générales de développement, de sorte qu'en modifiant les mouvements de population l'on puisse maintenir l'équilibre entre la répartition de la population et les facteurs environnementaux jouant sur le développement.

128. L'expérience a montré que le phénomène des mouvements de population a de multiples causes, des catastrophes naturelles aux conflits internes. De par la nature même de ces mouvements, les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays se trouvent souvent dans des situations de grande précarité.

RECOMMANDATIONS

129. Des politiques et des stratégies doivent être formulées et appliquées impérativement si l'on veut encourager une répartition plus égale de la population. A cet égard, les responsables politiques sont invités à tenir compte du fait que la définition d'un bon équilibre passe par de nombreux facteurs, notamment géographiques, socio-économiques et environnementaux.

130. Si l'on examine les tendances de l'accroissement démographique, et surtout l'impact que peut avoir l'accroissement des populations rurales et semi-urbaines, il apparaît que des politiques et stratégies doivent être formulées et appliquées de toute urgence pour fournir des infrastructures et des services adéquats à ces populations rurales et semi-urbaines en plein essor. Etant donné l'accroissement rapide de la population urbaine, il faut travailler à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens par une meilleure gestion de la ville.

131. Il est recommandé de formuler des politiques et stratégies de développement macro-économique et social qui ne devront aboutir en aucun cas à des concentrations de population indésirables.

132. Etant donné le niveau relativement élevé de chômage et de sous-emploi dans plusieurs pays non alignés, et compte tenu de la recommandation ci-dessus, il est recommandé que les stratégies générales et les politiques macro-économiques et sociales prennent en considération et renforcent les capacités de création d'emplois dans les zones urbaines et rurales. Dans le même ordre d'idées, les responsables politiques devraient veiller à fournir une aide spéciale aux groupes de migrants les plus vulnérables.

133. Puisque la plupart des déplacements se font des zones rurales vers les zones urbaines, et que les politiques urbaines visent de préférence à intégrer ces migrants dans le mouvement général du développement urbain, les responsables nationaux sont vivement encouragés à créer des conditions attrayantes pour une meilleure qualité de vie en milieu rural. On estime que ce type de politique enrayera l'exode des populations vers les villes tout en urbanisant suffisamment les zones rurales pour en faire des pôles de soutien pour l'économie urbaine.

134. Promouvoir des stratégies qui favoriseront à la fois la croissance de centres urbains de petites ou moyennes dimensions et le développement durable des zones rurales.

135. Réduire les risques de détérioration de l'environnement en répondant par des stratégies appropriées aux problèmes que pose l'essor des établissements humains dans des zones dont l'écosystème est fragile.

CHAPITRE X

MIGRATIONS INTERNATIONALES

GENERALITES

136. La plupart des migrants internationaux, y compris les réfugiés, ne sortent pas du cadre régional, les déplacements s'effectuant entre pays voisins ou appartenant à la même région. On enregistre toutefois une augmentation du nombre de réfugiés et de migrants interrégionaux, s'agissant en particulier de ceux qui cherchent à s'installer dans les pays développés. A cet égard, il convient aussi de noter que, si la mobilité de la population internationale tend à augmenter, en revanche les pays d'accueil ne sont pas prêts à accueillir un plus grand nombre d'immigrés en situation régulière.

137. La nécessité de bâtir un monde meilleur où règne l'amitié exige que des mesures soient prises pour mieux accueillir des individus dont les points de vue et les opinions divergent eu égard aux réglementations en vigueur du pays considéré. Certes, l'accueil des étrangers est un geste humain mais il faudra aussi envisager d'instaurer des conditions socio-économiques favorables pour les migrants internationaux si l'on veut appliquer une politique donnant la priorité au développement mondial.

OBJECTIFS

138. Maximiser les avantages qu'offrent les migrations en instaurant des conditions leur permettant d'avoir davantage d'incidences positives sur le développement des pays d'origine comme des pays d'accueil, maîtriser les flux de migrants sans papiers et empêcher l'exploitation des migrants en situation régulière en assurant la protection de leurs droits conformément à la législation nationale et aux conventions et législations internationales.

139. Savoir accueillir les flux de personnes déplacées d'un pays ou d'une nation à l'autre est une priorité de la civilisation mondiale. L'espoir d'une vie meilleure est un argument de poids justifiant tout départ.

PRINCIPALES QUESTIONS

140. Les migrations internationales et le développement sont deux processus qui s'influencent réciproquement. Lorsque les candidats au départ sont en situation régulière, les migrations peuvent bénéficier à la fois aux pays d'origine et d'accueil. Des problèmes se posent lorsque les migrants sont en situation irrégulière.

141. On constate également que les migrants en situation régulière satisfont à toutes les réglementations relatives à l'entrée, au séjour et, le cas échéant, à l'exercice d'une activité dans le pays d'accueil. Ces migrants sont nombreux à obtenir le droit de résider à long terme dans les pays d'accueil mais ils sont aussi de plus en plus nombreux à ne pas respecter les réglementations en vigueur dans ces pays.

142. Reconnaissant le droit souverain qu'a chaque nation/Etat de décider qui peut entrer et séjourner sur son territoire et sous quelles conditions, on juge préoccupants les flux croissants de migrants sans papiers ou en situation irrégulière qui ne satisfont pas aux conditions fixées par le pays d'accueil pour ce qui est du droit d'entrée, du droit de séjour ou du droit d'exercer une activité économique.

143. Il y a lieu de s'inquiéter du nombre croissant de réfugiés et de demandeurs d'asile dans le monde, d'où la nécessité de combattre les causes profondes de ces déplacements de réfugiés, de condamner explicitement la pratique du "nettoyage ethnique" et d'appuyer les mesures internationales de protection et d'assistance en faveur des réfugiés.

RECOMMANDATIONS

144. Les responsables politiques sont priés de prendre les mesures nécessaires dans le cadre de consultations pour traiter les problèmes posés par les personnes déplacées dans le monde en raison de guerres, de conflits internes ou de catastrophes naturelles.

145. Reconnaissant que les inégalités observables d'un pays à l'autre sont parfois le motif qui pousse des migrants éventuels à quitter leur pays, et que les déplacements de population de ce type constituent une menace potentielle contre l'harmonie régionale, il est recommandé de prévenir ces mouvements de population en s'attachant particulièrement à améliorer les conditions de vie dans le pays.

146. Il est recommandé que les gouvernements nationaux et les autorités régionales prennent les mesures qui s'imposent pour protéger les droits des migrants en situation régulière conformément aux lois et aux réglementations en vigueur dans le pays d'accueil. En outre, bien que les droits fondamentaux des migrants sans papiers doivent être respectés, il convient de décourager les entrées de migrants en situation irrégulière.

147. On estime que les réfugiés et les mouvements de réfugiés constituent des menaces potentielles pour la stabilité internationale et nationale, et il est donc recommandé que les responsables à l'échelle nationale et internationale prennent des mesures énergiques pour combattre les causes profondes des mouvements de réfugiés et trouver des solutions durables à leur situation de détresse. Il est également recommandé de fournir une assistance adaptée aux réfugiés, notamment dans les pays en développement. A cet égard, il est recommandé que les autorités nationales et internationales mettent en place une coordination efficace pour venir en aide aux réfugiés.

148. Reconnaissant que les migrants prennent de plus en plus pour destination les pays développés, et compte tenu de leurs motivations, il faut s'efforcer par tous les moyens de combattre les causes profondes des départs sur le lieu d'origine. Les pays d'accueil sont également priés de tirer le meilleur parti des potentialités qu'offrent ces migrants dans le cadre de la valorisation des ressources humaines en faveur du développement.

TROISIEME PARTIE

Moyens d'exécution

CHAPITRE XI

PROMOTION DE L'INFORMATION, DE L'EDUCATION ET DE LA COMMUNICATION EN MATIERE DE POPULATION

GENERALITES

149. Il est impératif de mieux faire comprendre l'importance des questions de population à l'opinion publique au niveau national et au niveau local, en particulier pour promouvoir les objectifs et les activités des programmes relatifs à la population. Au niveau mondial, cela consiste à réunir un soutien international en faveur des activités liées à la population.

150. Les activités en matière d'information, d'éducation et de communication (IEC) dans le domaine de la population couvrent souvent un vaste domaine et servent des fonctions complexes, dans la mesure où elles s'adressent à un public très varié et véhiculent un large éventail de messages par de multiples voies de communication. Ces activités exigeront, entre autres, une utilisation adaptée a) des supports les plus "modernes" disponibles, accompagnés, pour une efficacité maximale, de techniques de suivi de pointe; b) d'une approche multi-média, qui fera appel à tous les vecteurs possibles et à des voies de communication spécialisées permettant une couverture maximale; c) des médias traditionnels, notamment des activités de loisir traditionnelles qui permettront de satisfaire aux besoins de communication des publics parlant des "dialectes régionaux" ou "analphabètes". Il convient également de noter que, cela étant, une action coordonnée s'impose.

OBJECTIFS

151. Sensibiliser et informer les particuliers et l'opinion publique en ce qui concerne les problèmes de population et leurs incidences.

152. Encourager les changements de mentalité et de comportement, au niveau des individus comme des collectivités, afin que des mesures puissent être formulées et appliquées pour résoudre les problèmes démographiques.

153. Encourager la participation active des particuliers et des collectivités à l'application des programmes de population, en fournissant notamment des informations pertinentes sur les questions de population au moyen de divers supports qui répondront aux besoins spécifiques de telle ou telle cible.

PRINCIPALES QUESTIONS

154. On reconnaît largement que la sensibilisation de l'opinion publique est capitale si l'on veut que les individus et les collectivités abordent de façon constructive les problèmes de population.

155. On estime que les modes de pensée qui sous-tendent le comportement et le jugement des individus sur les questions démographiques sont souvent déterminés dès l'enfance, et qu'il faut donc intervenir bien avant l'âge adulte, notamment par une éducation en matière de population délivrée dans le cadre scolaire ou extrascolaire.

RECOMMANDATIONS

156. Il est fortement recommandé de mettre en place des stratégies d'information, d'éducation et de communication pour promouvoir la communication au sein du couple et s'assurer de la participation active des hommes à la planification familiale.

157. Après avoir examiné dans quelle mesure l'opinion publique est consciente des relations qui existent entre la dynamique démographique et les activités de développement national, il est recommandé qu'un plus large effort de concertation soit entrepris pour mieux sensibiliser la population dans ce domaine. Il est donc recommandé que les pays mobilisent davantage de ressources pour répondre aux besoins urgents de ces activités.

158. Une collaboration internationale s'impose pour concentrer les efforts menés pour l'établissement de programmes de communication efficaces, à savoir une planification stratégique en matière d'information, d'éducation et de communication débouchant sur une action synergique, un travail de recherche socioculturelle visant à définir les caractéristiques des principaux groupes cibles, la formulation de messages appropriés pour chaque groupe cible spécifique et l'utilisation d'un large réseau de voies de communication efficaces.

159. Il est recommandé que les sociétés de diffusion et les éditeurs internationaux mettent en place de toute urgence un vaste réseau mondial d'information, d'éducation et de communication afin de mettre au point des programmes spécialisés de vulgarisation en matière de population qui seraient diffusés à intervalles réguliers tant au niveau national qu'international.

160. Les gouvernements des divers pays devraient mettre à la disposition des établissements scolaires et des programmes d'éducation extrascolaires des matériels d'enseignement de haute qualité, adaptés aux groupes de population visés.

161. Pour répondre à des besoins de communication spécifiques et remplir des objectifs de communication déterminés, les organismes et organisations concernés sur le plan national et international sont invités à envisager d'utiliser tous les moyens de communication disponibles, y compris les moyens traditionnels.

162. Une collaboration devrait être instaurée avec les organisations professionnelles pour trouver des moyens originaux et novateurs de promouvoir des approches adaptées permettant la mise en place de politiques propres à résoudre les problèmes de population.

CHAPITRE XII

RENFORCEMENT DES CAPACITES

GENERALITES

163. Les mécanismes destinés à réaliser des objectifs démographiques visent principalement à doter les pays des moyens par leurs pouvoirs publics et organisations non gouvernementales interposés et grâce à des initiatives privées et individuelles, d'entreprendre des programmes d'action en vue de promouvoir leur développement national et relever le niveau de vie de leurs populations. A cet égard, on estime que la mise en oeuvre de programmes intégrés sur les questions de population, en particulier la planification de la famille et le bien-être familial dans le contexte élargi d'un développement économique durable, exige un personnel qualifié travaillant au sein de mécanismes institutionnels efficaces. Le renforcement des capacités nationales et des institutions locales et régionales pour faire face aux changements démographiques doit être une priorité.

OBJECTIF

164. Le renforcement des compétences vise dans l'ensemble à doter tous les secteurs, public et privé, d'un personnel plus qualifié et plus nombreux et de rendre plus viables et mieux structurées les institutions sociales qui s'occupent de population et de développement, y compris de planification familiale.

PRINCIPAUX PROBLEMES

165. Le renforcement des capacités nationales dans les domaines de la gestion et de la planification stratégique est assurément essentiel dans le choix et le placement d'individus qualifiés si l'on veut accroître au maximum l'efficacité des institutions.

166. Le récent mouvement de décentralisation observé au niveau de nombreux programmes nationaux en matière de population et de développement, surtout financé par les gouvernements membres du Mouvement des pays non alignés, crée un besoin nettement plus grand de personnel qualifié pour s'acquitter de nouvelles tâches à tous les niveaux administratifs.

167. On reconnaît que la formulation de politiques, programmes et plans d'action ainsi que leur exécution et suivi restent entravés dans de nombreux pays et dans certaines régions par une faible main-d'oeuvre locale.

RECOMMANDATIONS

168. Le manque chronique de ressources consacrées aux activités de population et de développement familial tant au niveau national qu'international suscite de vives préoccupations. Les besoins de financement des programmes relatifs à ces domaines, en particulier dans les pays non alignés, ne cessent de s'accroître. Cela a pour conséquence de donner plus de retentissement aux appels pressants lancés lors de rencontres internationales précédentes, en particulier ceux

/...

invitant les responsables politiques nationaux et les institutions internationales à s'engager fermement à mobiliser et à allouer des ressources suffisantes pour faire face à ces besoins croissants.

169. Il convient d'élargir la base des ressources en associant les collectivités et d'autres secteurs de la vie nationale afin de réunir les conditions nécessaires à l'exécution des programmes démographiques.

170. Compte tenu du rôle joué par les divers organismes, institutions et groupes d'action autres que nationaux et régionaux, les pouvoirs publics et les groupes d'action non gouvernementaux, y compris les ONG, le secteur public et les collectivités locales, doivent s'empresse d'instaurer et de renforcer leur coopération dans la formulation et la mise en oeuvre de plans et dans l'évaluation de mesures d'intervention dans le cadre des programmes en matière de population et de développement.

171. Selon le principe de l'autosuffisance dans la mobilisation et l'allocation des ressources nationales, il est vivement recommandé aux gouvernements des pays non alignés de continuer à s'en servir comme principales sources de financement. Certes, des ressources supplémentaires, fournies en particulier par la communauté internationale et les pays développés resteront indispensables. A cet égard, on a appelé l'attention des responsables nationaux et internationaux sur les conférences régionales sur la population, soulignant l'importance de l'assistance internationale dans le domaine de la mobilisation des ressources en faveur des programmes démographiques.

CHAPITRE XIII

TECHNOLOGIE ET RECHERCHE-DEVELOPPEMENT

GENERALITES

172. Il serait souhaitable que la recherche-développement en matière de population s'appuie sur la technologie connexe la plus récente et soit orientée vers l'amélioration des conditions de vie des populations.

173. Les participants sont convaincus que les politiques et programmes de population et de développement devraient reposer sur des connaissances solides. Ils constatent en outre que la recherche en matière de population et de développement familial couvre un large éventail de disciplines servant à déterminer et à analyser l'évolution de la population et de la vie familiale, à mettre au point des éléments de programme plus sûrs et plus efficaces et à améliorer les prestations de services conformément aux conditions qui prévalent dans les divers cadres socio-économiques et culturels.

174. Les participants se rendent compte que le transfert des techniques de planification familiale du Nord au Sud doit s'accélérer. Les membres du Mouvement des pays non alignés ont conscience de la nécessité de parvenir d'urgence à l'autosuffisance dans ce domaine grâce aux connaissances actuelles et aux moyens contraceptifs locaux, d'une part, et à une meilleure gestion ainsi qu'à une meilleure utilisation des techniques de planification familiale importées, de l'autre.

OBJECTIFS

175. La recherche et l'application de la technologie au développement national ont pour objectif ultime de contribuer à formuler des politiques et des programmes globaux et intégrés en matière de population et de développement qui tiennent compte à la fois des facteurs macrostructurels, microfamiliaux et éthiques.

176. Les principaux objectifs de la recherche-développement sont les suivants : 1) renforcer la collecte de données et les capacités d'analyse et élargir la diffusion de données; 2) pousser la recherche biomédicale; 3) renforcer la recherche-développement socio-économique; 4) mettre au point des techniques de contraception et accélérer le transfert des techniques de production; et 5) établir pour chaque pays des indicateurs du bien-être familial.

PRINCIPAUX PROBLEMES

177. Bien que la collecte et l'analyse des données démographiques se soient considérablement améliorées au cours des 20 dernières années, il reste beaucoup à faire surtout pour ce qui est du taux de mortalité infantile, du taux de mortalité maternelle et des autres facteurs liés au bien-être familial.

178. En dépit des progrès remarquables enregistrés dans le domaine de la recherche biomédicale, il faudra que d'énormes efforts soient déployés dans un large éventail d'activités pour que chacun puisse maintenir une hygiène sexuelle et un comportement procréateur adéquats et exercer le droit fondamental de librement réguler sa fécondité sans risque aucun.

179. Les participants estiment qu'il faut d'urgence orienter la recherche vers la conception et le suivi de politiques et programmes de population axés sur les collectivités afin de s'assurer entre autres qu'ils répondent aux besoins des familles, des collectivités et de la société quelles que soient les conditions socio-économiques, ainsi qu'aux besoins des femmes et des couches vulnérables, marginalisées et mal desservies de la population.

180. Les membres du Mouvement des pays non alignés savent par expérience que tous les efforts de recherche-développement sont orientés vers le bien-être des populations et, partant, de la famille. Les enseignements tirés des programmes de planification familiale permettront de trouver des formules adéquates concernant le bien-être familial.

RECOMMANDATIONS

181. Tout en notant les progrès remarquables faits par les membres du Mouvement des pays non alignés dans le choix des techniques destinées à leur assurer une croissance économique durable, les participants insistent pour que le transfert de ces techniques vers les pays qui en ont besoin soit privilégié dans la coopération internationale.

182. Conscients des efforts faits par les membres du Mouvement des pays non alignés dans le domaine de l'éducation, les participants sont convaincus qu'il y a encore lieu de formuler et de mettre en oeuvre des stratégies et politiques de mise en valeur des ressources humaines pour renforcer le développement économique et social de la famille, de la communauté et du pays.

183. Il est recommandé de ce fait aux gouvernements et aux organismes donateurs d'encourager la coopération entre les membres du Mouvement des pays non alignés et entre le Nord et le Sud dans les domaines du financement, de la formation du personnel, de la mise en place d'installations techniques, de la création d'institutions, et même de la participation à des projets de recherche communs, en particulier à des études conjointes.

184. Les résultats de la recherche et les données de recherche doivent être largement diffusés auprès des pays en développement en général et des membres du Mouvement des pays non alignés en particulier. Les participants recommandent par conséquent que l'on s'efforce de relever la qualité des données, de façon que les responsables politiques soient bien au courant des réalités à tous les niveaux.

185. Les gouvernements, les industries privées et les organismes chargés de la réglementation des produits pharmaceutiques sont invités à promouvoir la recherche sur toutes les méthodes de régulation de la fécondité, y compris les méthodes anticonceptionnelles prévues pour les femmes et pour les hommes, d'après des principes éthiques et des normes techniques internationalement

acceptés, en tenant compte du point de vue des femmes à toutes les étapes de la recherche. La coopération entre les institutions de recherche et les industries privées est hautement souhaitable.

186. Il est vivement conseillé à chaque membre du Mouvement des pays non alignés, comme première étape dans la tâche de longue haleine que constitue le développement de la famille, d'établir des indicateurs du bien-être familial.

187. On note qu'à ce jour d'importantes contributions ont été faites dans le domaine de la recherche démographique. Aussi, les participants recommandent-ils aux responsables politiques de s'engager plus résolument à étendre la recherche aux méthodes de contraception masculine et d'élargir ou de créer des services cliniques efficaces et intégrés adaptés aux besoins spécifiques des hommes. Ils recommandent en outre, sur le chapitre de la recherche, que davantage de travaux soient consacrés aux pratiques abortives et aux caractéristiques liées à la morbidité et à la mortalité y relatives.

CHAPITRE XIV

ACTION NATIONALE

GENERALITES

188. On estime généralement que l'action nationale menée par les pays pour résoudre leurs propres problèmes démographiques, dans le cadre élargi d'un développement économique et social équilibré, englobe les efforts des gouvernements nationaux et des autorités, organisations, institutions, associations, unions ou collectivités régionales ou locales.

OBJECTIFS

189. La population étant l'un des principaux atouts du développement national, tous les acteurs doivent s'engager à tous les niveaux à renforcer les programmes de population et de développement.

190. Les problèmes démographiques doivent être résolus de manière efficace et concertée dans le cadre d'une politique démographique nationale avec la participation des collectivités locales à la formulation et à l'exécution de plans d'action dans ce domaine.

191. Il est crucial de répondre à la demande croissante de ressources provenant aussi bien des gouvernements et des ONG, que du secteur privé et des collectivités.

192. Il conviendrait de recueillir suffisamment de fonds pour résoudre les problèmes démographiques, notamment satisfaire la demande de services de planification familiale, et celle de tous les autres services socio-économiques liés au développement de la famille.

PRINCIPAUX PROBLEMES

193. Les participants reconnaissent que les gouvernements sont responsables en premier chef de la conception, de l'application et de l'évaluation des politiques et programmes démographiques nationaux. Toutefois, un rôle excessif de l'Etat peut constituer un goulet d'étranglement. Ils notent également que les dirigeants ont de plus en plus conscience du fait que les politiques démographiques avaient moins de chance de réussir à long terme si leurs bénéficiaires n'étaient pas pleinement associés à leur élaboration et à leur mise en oeuvre.

RECOMMANDATIONS

194. Les participants recommandent aux gouvernements de sensibiliser les populations aux questions démographiques, lesquelles doivent être intégrées aux plans et politiques de développement national. Autrement dit, le développement national doit être centré sur les personnes et la famille. Toute mesure s'appuyant sur des politiques démographiques doit viser à aider à stimuler

le développement socio-économique, à atténuer la pauvreté, à préserver l'environnement de même qu'à contrôler la croissance démographique et à assurer une répartition équilibrée de la population.

195. Forts des enseignements tirés des programmes démographiques les plus perfectionnés des membres du Mouvement des pays non alignés, les dirigeants, à tous les niveaux, de même que les responsables religieux et communautaires doivent s'engager à jouer un rôle actif et de tout premier plan dans la promotion et la légitimation de l'adoption volontaire de la planification familiale.

196. Compte tenu des expériences passées dans le domaine de la mobilisation des ressources et de la grave pénurie de celles-ci dans les pays non alignés, les gouvernements nationaux doivent trouver le moyen de les allouer de manière souple et novatrice. A cet égard, les responsables politiques nationaux doivent s'efforcer d'intégrer toutes les activités liées aux programmes de population et de développement familial.

197. Du fait de l'importance que cette question revêt toujours pour les pays non alignés, les responsables politiques de ces pays sont priés instamment de prendre des mesures efficaces pour permettre la répartition équitable des ressources nationales et régionales. Les autorités nationales et locales sont en outre invitées à faire tout leur possible pour assurer l'accès aux services à ceux qui en ont besoin.

CHAPITRE XV

PARTENARIAT AVEC LE SECTEUR NON GOUVERNEMENTAL

GENERALITES

198. On s'accorde de plus en plus à reconnaître la nécessité d'un partenariat dans le domaine de la population et du développement entre le secteur public et les groupes non gouvernementaux, à savoir les organisations non gouvernementales, le secteur privé et les organisations communautaires locales.

199. Dans certains domaines des activités liées à la population et au développement, les groupes non gouvernementaux ont parfois des avantages comparatifs par rapport au secteur public, soit en raison de leur expérience en matière d'activités de promotion, soit parce qu'ils ont commencé à appliquer leurs programmes avant le secteur public, ou encore parce qu'ils représentent, en travaillant avec elles, des zones mal desservies et difficilement accessibles par les voies officielles.

OBJECTIFS

200. Promouvoir un partenariat étroit et efficace entre le secteur public et les collectivités locales, le secteur privé, les associations professionnelles et les ONG en organisant des activités communes, en particulier dans les zones et secteurs difficiles d'accès.

201. Renforcer la contribution des ONG à la mise en oeuvre des programmes de population, notamment dans le domaine de l'éducation, des soins de santé primaires et de la planification familiale.

202. Encourager l'autonomie des collectivités en matière d'organisation, de planification, de budgétisation et d'exécution des activités de développement.

PRINCIPAUX PROBLEMES

203. Les participants notent que les ONG participent activement aux divers éléments du programme en matière de population et, dans de nombreux cas, elles contribuent à réaliser les grands objectifs nationaux dans ce domaine.

204. Les participants estiment qu'en reconnaissant l'importance de la contribution du secteur privé et en explorant de nouveaux domaines pour une coopération rentable et mutuellement bénéfique, les gouvernements pourraient renforcer l'efficacité des activités en matière de population et de développement.

205. En ce qui concerne les organisations communautaires locales, les participants constatent qu'elles peuvent varier d'un pays à l'autre. Dans certains pays, les pouvoirs publics ont contribué à leur création, tandis que dans d'autres, elles ont été créées par les communautés elles-mêmes. On considère généralement qu'elles répondent aux besoins des familles et des individus, et leur rôle est largement reconnu et apprécié.

/...

RECOMMANDATIONS

206. L'importante contribution de la participation des collectivités, notamment celle des organisations non gouvernementales, au succès des programmes nationaux de développement, des programmes de population et des programmes d'environnement est dûment prise en compte. En conséquence, le renforcement de la participation de la communauté et des organisations non gouvernementales à la réalisation des programmes nationaux en matière de population et d'environnement est vivement recommandé.

207. Les gouvernements reconnaissent la nécessité pressante de coopérer avec les ONG et le secteur privé pour créer suffisamment d'établissements et de services de soins génésiques également accessibles, peu coûteux et acceptables pour la communauté, les couples et les individus.

208. Les participants prennent note du potentiel considérable et du rôle que jouent les organisations non gouvernementales et le secteur privé dans le domaine des programmes de population dans les pays non alignés et dans d'autres pays en développement. Ils lancent donc un appel urgent aux décideurs aux niveaux national et régional pour qu'ils favorisent et renforcent la coopération entre les pouvoirs publics d'une part et les ONG et le secteur privé d'autre part.

209. Tout en reconnaissant que la participation de la communauté et celle des ONG et du secteur privé sont essentielles, les participants affirment que les activités liées à la population, notamment la fourniture de services de planification familiale, relèvent en premier lieu des autorités nationales dans le cadre des activités globales de développement socio-économique. Ils réaffirment en outre que c'est aux pouvoirs publics qu'il incombe de concevoir, de mettre en oeuvre et d'évaluer les politiques et programmes de population, et recommandent en conséquence que les politiques et stratégies nationales fassent en sorte que les fruits du développement soient partagés par les plus larges couches de la population. Ils réaffirment en outre que les politiques et stratégies doivent servir de guide pour la mise en oeuvre d'actions coordonnées de la part des pouvoirs publics, des ONG et des communautés.

210. Ils recommandent également de renforcer et de développer d'urgence le partenariat entre les pouvoirs publics et les ONG dans le domaine des activités relatives aux femmes, à la population et au développement.

CHAPITRE XVI

COOPERATION INTERNATIONALE

GENERALITES

211. Les participants affirment que la coopération internationale dans le domaine de la population comprend, outre l'assistance technique et financière de la part des institutions bilatérales et multilatérales aux activités dans le domaine de la population dans les pays en développement, d'autres formes de coopération concernant certains domaines comme la migration internationale et la pandémie du VIH/sida. Il est impératif de renforcer les flux d'aide concessionnelle fournie par les donateurs bilatéraux et multilatéraux pour la lutte contre la pauvreté et pour la croissance économique soutenue et le développement durable.

OBJECTIFS

212. L'objectif global de la coopération internationale est de développer au maximum l'échange de données d'expérience sur les programmes de population, en renforçant la collaboration et le partenariat et en fournissant davantage de ressources pour faire face à l'accroissement de la population et aux besoins en matière de développement des pays en développement.

PRINCIPAUX PROBLEMES

213. La coordination des intrants internationaux pour la population et le développement incombe au premier chef aux Etats. A cet égard, les participants sont convaincus que cela exige la coopération de tous les donateurs et des participants actifs, notamment les institutions spécialisées et les organismes et organes des Nations Unies.

214. Les participants regrettent le peu de progrès réalisé par les pays donateurs au cours des dernières années pour atteindre le taux convenu de 0,7 % de leur PNB au titre de l'aide publique au développement en faveur des pays en développement. Ils regrettent également que la part de cette aide consacrée aux activités en matière de population n'a pas, à quelques exceptions près, atteint le niveau requis.

RECOMMANDATIONS

215. Sur la base du principe que les besoins en ressources ne font que s'accroître, et que les ressources allouées aux programmes de population et de développement dans les pays en développement en général, et dans les pays membres du Mouvement des pays non alignés en particulier, ne doivent ni stagner ni décroître, il est recommandé à la communauté internationale des donateurs d'accroître ses contributions et ses allocations de ressources aux programmes de population.

216. Il est également recommandé de maintenir, de consolider et de renforcer les cadres et mécanismes institutionnels nationaux et internationaux afin de promouvoir la coopération internationale, régionale et sous-régionale et de mobiliser les ressources nécessaires pour faire face aux problèmes de population et de développement.

217. Tenant compte des appels en faveur d'un partenariat entre les pouvoirs publics, les ONG et le secteur privé lancés lors de manifestations internationales antérieures, et reconnaissant les potentialités d'un tel partenariat, les participants demandent instamment aux pays membres du Mouvement des pays non alignés et aux autres pays en développement de formuler et de mettre en oeuvre des politiques appropriées visant à renforcer ces relations.

218. Les participants notent que les pays non alignés et les autres pays en développement ne doivent pas compter uniquement sur l'aide des pays développés, en particulier des pays du Nord. Ils notent en outre que des progrès importants ont été réalisés dans le cadre de la coopération technique entre pays en développement (CTPD) et demandent donc l'élargissement de ce mécanisme qui constitue un catalyseur de la coopération et un élément important pour la mobilisation des ressources internationales. Dans le même ordre d'idées, il est recommandé à tous de mettre en place un partenariat et une coopération au niveau mondial avec les mécanismes bilatéraux, multilatéraux et tripartites.

219. Les décideurs nationaux et internationaux sont priés d'envisager la possibilité d'inviter de nouveau les institutions et pays donateurs effectifs et potentiels à développer et renforcer davantage la coopération internationale dans le domaine des programmes liés à la population.

220. Les Etats doivent s'engager à développer et à renforcer leurs efforts, à élaborer de nouveaux programmes concrets de coopération et à en déterminer les modalités. Il s'agit d'envisager des démarches souples et évolutives, de sorte que les programmes ou les projets portent sur des activités viables à la portée d'un grand nombre de pays en développement, dans la mesure où ces programmes ou projets demeurent ouverts à tous les pays en développement.

CHAPITRE XVII

SUIVI DE LA CONFERENCE

RECOMMANDATIONS

221. Les participants engagent toutes les personnes concernées à utiliser au mieux tous les documents émanant de la Réunion ministérielle sur la population du Mouvement des pays non alignés, tenue à Denpasar du 11 au 13 novembre 1993, afin d'assurer le succès de la Conférence internationale sur la population et le développement qui doit se tenir au Caire en 1994.

222. Des engagements fermes sont nécessaires pour assurer l'application adéquate des recommandations de la Réunion ministérielle sur la population du Mouvement des pays non alignés, tenue à Denpasar du 12 au 13 novembre 1993.

223. Les participants expriment leur gratitude à l'Organisation des Nations Unies et à ses institutions, en particulier le FNUAP et les autres donateurs, pour l'aide importante accordée aux programmes de population et de planification familiale des pays en développement, en particulier les pays membres du Mouvement des pays non alignés. Sachant que l'aide du FNUAP sera de plus en plus sollicitée, tous les Etats Membres de l'ONU et les autres donateurs sont invités à augmenter leurs contributions à cet organisme.

224. Les participants recommandent de donner mandat à l'Indonésie, qui assure la présidence du Mouvement des pays non alignés, de transmettre les recommandations de la Réunion ministérielle sur la population du Mouvement des pays non alignés aux institutions concernées de l'ONU ainsi qu'à la réunion d'avril 1994 du Comité préparatoire de la Conférence internationale sur la population et le développement, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour que ces recommandations soient dûment prises en considération.

225. Afin d'assurer le succès de la Conférence internationale sur la population et le développement de 1994, les participants recommandent au Mouvement des pays non alignés de mettre en place au cours de cette conférence un cadre chargé d'assurer l'examen et la mise en oeuvre des recommandations émanant de la Réunion ministérielle sur la population du Mouvement des pays non alignés.

226. Il est décidé de soumettre les recommandations ci-dessus aux chefs d'Etat ou de gouvernement ainsi qu'à la communauté internationale par l'intermédiaire des mécanismes et procédures existants. Par ailleurs, les participants espèrent que ces recommandations feront l'objet d'un examen approprié de la part des chefs d'Etat ou de gouvernement en vue de prendre les mesures nécessaires pour assurer le succès de la Conférence internationale sur la population et le développement qui doit se tenir en 1994 au Caire.

ANNEXE II

Décision de soutien à la coopération Sud-Sud dans le domaine de la population et de la planification de la famille, adoptée par le Mouvement des pays non alignés lors de sa Réunion ministérielle sur la population, tenue à Bali du 3 au 9 novembre 1993

A. Introduction

Depuis quelques années, on s'intéresse de plus en plus à la mise au point de modalités de coopération directe et au renforcement de celles qui existent dans le cadre des programmes nationaux de développement dans les pays membres du Mouvement des pays non alignés. Ces initiatives ont abouti à la tenue, en septembre 1992, de la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés. Pour la première fois dans une instance de pareil niveau, la coopération Sud-Sud en vue de promouvoir le développement a été l'un des principaux thèmes de discussion. Dans le "Message de Jakarta : un appel à l'action collective et à la démocratisation des relations internationales", adopté à l'issue de cette conférence, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont souligné qu'"une réorientation des relations internationales dans le sens d'un renforcement de la coopération multilatérale en faveur du développement" était "désormais indispensable".

La population était l'un des quelques domaines examinés dans lesquels, de l'avis des participants, il convenait d'instaurer une coopération multilatérale de ce type. Ils ont demandé que soit organisée une réunion ministérielle qui serait chargée d'examiner les possibilités de développer l'échange d'informations sur les politiques et programmes de population des pays ainsi que l'organisation des modalités de coopération et d'assistance Sud-Sud. La réunion ministérielle répondrait par ailleurs à un deuxième objectif : préparer les pays à la Conférence internationale de 1994 sur la population et le développement.

Suite à la réunion au sommet de septembre 1992, le Comité ministériel permanent pour la coopération économique du Mouvement des pays non alignés a examiné dans le détail les conclusions adoptées par les chefs d'Etat ou de gouvernement et a pris note de la proposition du Gouvernement indonésien d'accueillir une réunion d'experts préparatoire à la Conférence sur la population à l'échelon ministériel. Au cours de cette réunion, qui s'est tenue en juillet 1993, une série de recommandations relatives à la coopération Sud-Sud et à d'autres questions a été formulée.

Ces recommandations reposaient sur l'idée qu'il fallait développer la coopération directe entre pays membres du Mouvement des pays non alignés afin de formuler et d'améliorer les programmes de population de ces pays. Pour les experts, la question n'était pas de savoir si une telle coopération devait exister, mais comment la développer.

Le Groupe d'experts a recensé 13 modalités de coopération Sud-Sud en matière de population. Certaines fonctionnent déjà; d'autres pourraient être mises en place. Chacune de ces modalités ou approches constitue un moyen d'échanger des idées sur les programmes et activités en matière de population et doit permettre aux pays d'avoir connaissance de l'expérience d'autres pays et d'en tirer parti.

A la suite du débat sur les modalités de coopération, le Groupe d'experts a brièvement examiné la question de leur financement.

B. Modalités de coopération

Il existe diverses modalités de coopération entre pays dans le domaine de la population. Treize d'entre elles sont présentées ci-après, mais il ne s'agit pas d'une liste exhaustive.

Un préalable absolu à la coopération entre pays dans le domaine de la population est la volonté de collaborer et l'ouverture aux autres. Les pays doivent être authentiquement disposés à partager leur expérience avec d'autres et à tenir compte de l'expérience des autres.

Il est par ailleurs indispensable d'utiliser une langue que tous les partenaires comprennent. En général, l'apprentissage de la langue de communication (lorsqu'elle est différente de la langue principale) se fait indépendamment de la mise en place de la coopération en matière de population – le plus souvent avant. Dans certains cas, lorsqu'on envisage une collaboration de plus longue durée, l'apprentissage de la langue de communication peut être un élément du programme. Dans d'autres cas, notamment lorsqu'on envisage d'instaurer des relations plus approfondies mettant en jeu plusieurs personnes, un traducteur peut être envoyé du pays prestataire d'aide ou fourni par le pays bénéficiaire.

Pour certaines des modalités de coopération décrites ci-après, il pourra être utile, compte tenu des besoins, de la langue, du coût et d'autres facteurs, de mettre en place des mécanismes dont la fonction sera d'assurer la mise en oeuvre de ces modalités aux échelons sous-régional, régional et mondial. Par ailleurs, il sera peut-être utile de mettre au point des programmes de coopération analogues entre les organisations non gouvernementales et les pays membres du Mouvement des pays non alignés ainsi qu'entre gouvernements.

1. Programmes de formation

La formation spécialisée dispensée au personnel constitue le moyen le plus classique – qui occupe toujours une place importante – que les non-alignés peuvent utiliser pour s'entraider. Le contenu des programmes existants relève souvent de la médecine ou de la démographie, ce qui se prête bien à la formation et à l'échange de données d'expérience entre pays, car il y a généralement peu de différences d'un programme à l'autre.

En revanche, l'enseignement relatif aux politiques de population et à la gestion de programmes, tels que la planification de la famille, les migrations, etc., peut différer plus nettement d'un pays à l'autre car il est déterminé,

/...

dans une plus large mesure, par les structures et les contextes socioculturels et politiques. Néanmoins, il existe suffisamment d'analogies au niveau des principes de gestion, des données d'expérience, des connaissances et compétences techniques dans ces domaines pour que la formation dispensée dans un pays puisse être adaptée ou appliquée aux programmes de population d'un autre pays.

2. Voyages d'observation et d'étude

On a mis au point le concept de voyage d'observation et d'étude après avoir constaté le peu d'intérêt que présentaient les visites ou voyages d'étude consistant à envoyer un groupe de personnes d'un pays dans un autre, à lui faire rencontrer quelques responsables et se rendre parfois brièvement sur le terrain pour observer certains aspects du programme en cours d'exécution. Ces visiteurs, en effet, apprenaient trop peu de choses au cours de leur voyage pour que leur déplacement soit justifié.

Le voyage d'observation et d'étude est une formule combinant l'observation d'un certain nombre d'éléments choisis du programme et l'étude théorique des phénomènes observés. Par exemple, un voyage d'observation et d'étude d'un programme de planning familial pourrait comprendre :

1. Une séance relativement courte d'orientation, donnant aux participants un aperçu des activités du pays en matière de programmes de planning familial.
2. L'observation sur le terrain d'un ou deux sites, essentiellement au niveau local. Les participants observent le fonctionnement des services intégrés de santé et de planning familial financés par la communauté et assistent à des réunions de planification et d'évaluation et à d'autres événements locaux qui font partie du programme de planning familial du village. Les bureaux et les sites faisant l'objet de la visite devraient être adaptés aux besoins et à la formation des participants. Ceux-ci peuvent s'entretenir librement avec les travailleurs bénévoles, les autres villageois, les responsables locaux et le personnel du programme à tous les niveaux. A la fin de chaque journée, une séance de synthèse permet aux participants de mieux comprendre le programme et de commencer à concevoir des idées pour améliorer leurs propres activités de planning familial. Ces visites sur le terrain sont, de loin, la partie la plus importante du voyage d'observation et d'étude.
3. Enfin, les participants sont conviés à un atelier au cours duquel ils font le bilan de leurs visites sur le terrain et formulent des idées sur ce qu'ils feront à leur retour chez eux. A cette occasion, les participants sont invités à faire preuve de créativité en exerçant leurs facultés d'analyse, de synthèse et de raisonnement. Dans la plupart des cas, les participants envisagent les améliorations qu'ils comptent apporter à certains aspects de leur programme national de planning familial.

Des voyages d'observation et d'étude de structure analogue peuvent être organisés pour d'autres éléments des programmes de population qui comprennent des activités au niveau local, comme les programmes relatifs aux migrations et les programmes d'enseignement communautaire ou de santé rurale.

A la différence d'un programme de formation, l'objectif d'un voyage d'observation et d'étude n'est pas de faire acquérir aux participants une compétence ou un ensemble de connaissances qui existent déjà, mais de les amener à concevoir les améliorations qu'ils pourraient apporter à leur programme national ou à celui de leur institution. Leur créativité est stimulée par le cadre de réflexion exceptionnel qui leur est offert et qui comprend l'observation dirigée d'aspects particuliers d'un autre programme, la possibilité de s'entretenir des phénomènes observés avec les personnes chargées de l'exécution du programme, et de nombreuses occasions de discuter de l'objet de leurs constatations et de questions plus générales avec les personnes qui les encadrent et avec leurs homologues d'autres pays, dont les systèmes de valeur peuvent être très différents.

3. Assistance technique

Les personnes qui participent quotidiennement à l'exécution d'un élément d'un programme national de population acquièrent une expérience pratique considérable; elles savent ce qui est efficace et ce qui ne l'est pas. Leur expérience peut être très utile à d'autres pays qui ont des programmes de population plus limités et souhaitent connaître la meilleure façon de planifier et d'exécuter leurs activités et d'atteindre leurs objectifs, sans passer par la phase d'expérimentation et en évitant les erreurs que d'autres ont commises.

L'assistance technique dans le domaine des systèmes opérationnels et d'appui qui font partie de pratiquement tous les programmes est peut-être la façon la plus efficace dont un pays peut en aider un autre. Par exemple, la plupart des programmes de planification de la famille sont dotés de services de gestion du personnel, de formation, d'information, d'éducation et de communication, de contraception, etc.; le personnel expérimenté d'un service donné d'un pays peut aider le personnel d'un service analogue d'un autre pays à évaluer ses activités et à chercher les moyens de les améliorer. En outre, certains éléments des programmes, tels que le renforcement des institutions et la planification et l'encadrement de la participation communautaire, sont plus développés dans certains pays que dans d'autres.

Ce type d'assistance technique répond de fait à un autre objectif : le consultant rentre souvent dans son pays avec de nouvelles idées qu'il peut appliquer à son programme national. Par ailleurs, le consultant doit concevoir le transfert de technologie de façon à répondre aux besoins particuliers de chaque pays.

Les services d'assistance technique offerts par les prestataires habituels, qui appartiennent à des institutions multilatérales ou bilatérales, sont souvent très différents — ils ont une portée plus générale, ou plus internationale, voire les deux. L'assistance technique offerte par un pays à un autre pays dans

le domaine de la population ou du planning familial doit être considérée comme un complément des formes plus traditionnelles d'assistance; les deux types d'aide sont utiles, mais répondent à des objectifs différents.

L'assistance technique devra comprendre le transfert de technologie, compte tenu des besoins de chaque pays.

4. Stages

De tous temps, la façon la plus courante d'apprendre à accomplir une tâche ou un ensemble de tâches a consisté à observer une autre personne ayant le savoir-faire correspondant. Qu'il s'agisse d'un enfant prenant modèle sur l'un de ses parents ou d'un apprenti formé dans le cadre d'un contrat d'apprentissage, cette méthode s'est avérée efficace dans tous les pays. Toutefois, elle n'a pas encore été utilisée pour aider le personnel chargé de l'exécution d'un programme national de population à partager son expérience avec ses homologues d'autres pays.

Il est possible de mettre au point une forme de collaboration entre pays selon laquelle une personne d'un pays observe et s'instruit auprès d'un homologue – personne occupant un emploi similaire – d'un autre pays. Le stagiaire passe un certain temps avec son homologue, observe la façon dont il travaille et en discute avec lui. Grâce à l'expérience qu'il acquiert et à la relation sociale qu'il établit, le stagiaire peut comprendre des tâches complexes et abstraites. Cette méthode peut être utile pour les personnes occupant des fonctions de responsabilité ou des fonctions de niveau intermédiaire dans des bureaux nationaux ou régionaux, ou pour celles qui ont des tâches plus subalternes comme le personnel d'exécution et les superviseurs au niveau local.

5. Formation de haut niveau et de longue durée

Les responsables des programmes de population nationaux et autres ont souvent acquis une connaissance théorique solide des questions démographiques dans les universités de pays développés. Dans les pays membres du Mouvement des pays non alignés, de nombreuses universités et établissements d'enseignement supérieur conçoivent leurs programmes, au moins en partie, de façon à répondre aux besoins d'étudiants étrangers.

A l'heure actuelle, de nombreuses universités et établissements de ces pays offrent des programmes universitaires de différents niveaux dans les domaines relevant de la démographie. Ces programmes ont essentiellement pour objet d'accroître les connaissances et d'améliorer les compétences au niveau national en matière de population. Dans certains cas, ces programmes ont atteint un niveau qui leur permet d'offrir un enseignement de qualité à des étudiants d'autres pays.

La langue peut constituer un obstacle – en aucun cas insurmontable – à ce type de coopération.

6. Réunions, séminaires et ateliers

La coopération entre pays membres du Mouvement des pays non alignés peut prendre la forme de rencontres de différents types – séminaires, ateliers, conférences, etc. Ces rencontres peuvent se tenir à intervalles plus ou moins réguliers ou de façon ponctuelle, et réunir des responsables de l'élaboration des programmes de population, qui trouvent ainsi l'occasion de partager leurs expériences en matière de formulation, d'exécution et de modification des différents types de politiques de population. D'autres rencontres peuvent avoir lieu à un niveau moins élevé et réunir des spécialistes des différents aspects de l'exécution des politiques.

7. Visites de responsables de haut niveau

Les visites de ministres et autres personnalités de haut niveau représentent une autre forme de coopération. Ces visites peuvent naturellement avoir des objectifs très divers, dont certains ont peu de rapport, voire aucun, avec les programmes de population. Mais, si elles sont bien planifiées, elles peuvent être utiles aux deux pays et répondre à leurs objectifs en matière de population. Elles offrent notamment une occasion unique de renforcer les engagements politiques et de mobiliser les ressources humaines et autres ressources nécessaires dans le cadre du programme de population.

8. Enquêtes communes à plusieurs pays et autres études communes

Les études comparatives portant sur certains aspects des programmes de population de différents pays constituent un autre moyen qui s'offre aux pays de bénéficier de l'expérience des autres. Les enquêtes sur la population et la santé portant sur plusieurs pays – adaptées à chaque pays mais qui permettent de recueillir des données comparables relatives à différents pays – en sont un exemple notable. D'autres types d'études portant sur plusieurs pays – dans les domaines biomédical, de la gestion, de la population, etc. – peuvent aussi contribuer à enrichir la connaissance que les pays ont les uns des autres, tout en révélant les points forts et les points faibles de tel ou tel programme national de population.

9. Achat, échange, don, prêt de contraceptifs et autres fournitures et matériels

La plupart des contraceptifs qui ne sont pas fabriqués localement viennent généralement des pays développés. De nombreux membres du Mouvement des pays non alignés se sont dotés de leur propre capacité de production. Lorsque les produits sont de bonne qualité et que la capacité de production excède les besoins locaux, les pays membres peuvent s'approvisionner les uns les autres en contraceptifs.

Il en est de même pour d'autres types de fournitures et de matériels utilisés dans le cadre de programmes de population. Certains articles peuvent être particulièrement utiles aux programmes de population, comme les manuels techniques, le matériel chirurgical, etc.; d'autres articles sont nécessaires à n'importe quel type de programme, comme les trombones ou les véhicules automobiles.

10. Production commune de contraceptifs et de matériel médical connexe

Les grands pays qui ont un nombre élevé d'utilisateurs peuvent envisager de produire des contraceptifs localement, les économies d'échelle étant suffisantes. Tel n'est pas le cas dans les petits pays. Des accords devraient être conclus pour inciter les pays voisins à instaurer différents types de collaboration pour la production de contraceptifs – construction d'unités de production, planification conjointe d'installations de production de différents types de contraceptifs, etc.

La même méthode pourrait être retenue pour la production d'autres articles destinés au programme de population.

11. Coopération dans le domaine de la commercialisation et des échanges

Les biens produits dans un pays dans le cadre d'un programme de population pourraient être vendus dans une autre région du monde avec laquelle le pays producteur a peu de relations. Un autre membre du Mouvement des pays non alignés ayant des relations plus étroites avec l'autre région pourrait intervenir dans le processus de commercialisation ou d'échange. En contrepartie, le producteur pourrait offrir le bien en question au partenaire du Mouvement des pays non alignés à un prix beaucoup plus bas, les deux pays y trouvant ainsi leur compte.

12. Echange d'informations

L'échange d'informations est une méthode très utile de collaboration entre les pays et c'est pourtant la moins coûteuse. L'échange d'informations devrait se poursuivre et devenir systématique. Cependant, pour être pertinente et efficace, une telle méthode devrait faire l'objet d'une évaluation sur le plan de la qualité, de la sélectivité et de la comparabilité, avant qu'il ne soit procédé à un quelconque échange d'informations entre pays.

On a déjà commencé à mettre en place des réseaux informatisés et autres réseaux d'information, y compris des bases de données relatives à différents aspects de la démographie. Ces réseaux devraient s'étendre aux membres du Mouvement des pays non alignés ou à des sous-groupes de pays membres.

13. Elargissement de la coopération entre pays membres du Mouvement des pays non alignés

Prenons un exemple de ce type de coopération. Supposons que deux membres du Mouvement des pays non alignés ont chacun mis au point des mesures efficaces d'application de certains éléments de leur programme de population, mais qu'il existe des différences marquées dans la façon dont ils exécutent leur programme. Chacun est disposé à partager son expérience avec d'autres pays et est en mesure de le faire. En pareil cas, il est hautement souhaitable que les responsables de programmes de population d'autres pays aient connaissance des méthodes employées dans les deux pays ayant les meilleurs programmes, selon un processus qui leur permettrait de comparer ces programmes à la situation de leur propre pays. On pourrait envisager d'organiser un voyage d'observation et d'étude, un programme de stage ou une étude comparative portant sur un aspect spécifique, de

/...

sorte que les éléments comparables des deux meilleurs programmes soient bien compris et analysés. Une telle coopération trilatérale présuppose une planification conjointe entre les deux pays ayant les programmes les plus avancés, suivie d'un processus de diffusion et d'exécution.

C. Financement de la collaboration

Il existe de nombreux mécanismes qui pourraient être utilisés pour financer les diverses modalités de collaboration internationale décrites plus haut. Certains d'entre eux n'impliquent que des échanges et des concours financiers entre pays membres ou au sein des pays membres alors que d'autres font intervenir l'assistance d'organismes internationaux, bilatéraux ou d'autres donateurs.

1. Mécanismes de financement Sud-Sud

a) Financement purement bilatéral

Quelques modalités de collaboration peuvent être financées par les deux pays eux-mêmes, sans aucune assistance extérieure. Par exemple, pour l'assistance technique, le pays A pourrait prendre à sa charge les traitements et le coût du transport international de ses ressortissants qui vont aider le pays B. Ce dernier pourrait financer les coûts liés au voyage et au séjour des consultants, fournir l'argent de poche et couvrir les dépenses liées à la mise en oeuvre de cette assistance, par exemple traduction et photocopie. En partageant ainsi les coûts, les deux pays réduisent sensiblement les dépenses qu'ils engagent individuellement.

On peut également fournir des biens produits dans un pays donné à un autre pays, ce dernier participant aux frais de transport.

On peut assurer une collaboration purement bilatérale de cette nature dans le cadre d'une modalité quelconque de collaboration. Cependant, elle ne peut être viable qu'à une échelle relativement modeste, la plupart des pays membres n'ayant pas suffisamment de ressources financières pour supporter ces coûts : ils ne peuvent fournir qu'une assistance ponctuelle ou une aide de mise en place.

b) Financement essentiellement bilatéral assorti d'une assistance complémentaire d'un organisme donateur

Programmes de formation et voyage d'observation et d'études au titre de la CTDC : Au cours de la dernière décennie, un certain nombre de pays ont régulièrement organisé des programmes de formation et des voyages d'études et d'observation dans le cadre du projet multisectoriel du PNUD relatif à la coopération technique entre pays en développement (CTPD). Dans le cadre de ce projet, le gouvernement du pays qui assure la formation supporte toutes les dépenses sur place, les coûts liés au transport international étant couverts par le mécanisme du CIP du PNUD.

Assistance complémentaire des donateurs dans le cadre d'une approche participative : On peut, dans le cadre de l'assistance technique, faire en sorte que chaque gouvernement supporte une partie des coûts, l'organisme donateur fournissant une assistance supplémentaire. Par exemple, le pays A pourrait payer le traitement de son ressortissant qui travaille en qualité de consultant dans le pays B. Ce dernier pourrait payer l'indemnité de subsistance journalière au taux local ainsi que les coûts liés au transport sur place et aux autres dépenses accessoires, tandis qu'un organisme donateur paie le coût du transport international et complète l'indemnité journalière.

2. Mécanismes de financement tripartite

a) Appui d'un donateur à un projet réalisé dans un pays par un autre pays

Dans la plupart des cas, l'appui fourni par les donateurs multilatéraux ou bilatéraux a pour objet d'aider un organisme ou des organismes dans un seul pays. Ces projets sont rarement conçus pour promouvoir expressément la collaboration entre deux ou plusieurs pays, d'autant plus que le recrutement du personnel des organismes et le choix des méthodes de travail se font généralement selon une approche par pays. Même dans les cas où un organisme donateur aide deux pays membres, ces derniers ne disposent pas en général d'un mécanisme leur permettant d'élaborer un projet unique ayant des objectifs pour les deux pays. Dans chacun des exemples suivants, il existe une certaine forme de collaboration entre pays membres.

Bourses pour des programmes de formation, des voyages d'études et d'observation et des stages : Nombre de projets financés par des donateurs comprennent des fonds destinés à une formation de courte durée à l'étranger. Dans le cas de la plupart des organismes d'aide bilatérale, ces fonds servent essentiellement à couvrir les frais d'études dans le pays donateur plutôt que dans des pays tiers. Cependant, pour les projets multilatéraux et, de plus en plus pour les projets bilatéraux, cette formation peut avoir lieu dans d'autres pays membres. Dans la plupart des cas, même si ces fonds sont destinés à la "formation", ils pourraient être affectés à des voyages d'études et d'observation et des stages.

Si un pays membre organise régulièrement des stages de formation ou des voyages d'études et d'observation, il arrive dans certains cas qu'un donateur y envoie régulièrement des ressortissants d'un même pays. Dans d'autres cas, il ne le fait qu'une seule fois. Pour le donateur, il est simple et pratique d'avoir une liberté de choix, d'autant plus qu'il ne prend aucun engagement à long terme. Par contre, l'organisme qui reçoit ces stagiaires peut avoir des difficultés à planifier à long terme ses activités.

Bourses de formation supérieure de longue durée : Nombre de projets financés par les donateurs, qu'ils portent sur un secteur spécifique ou plus général, comprennent des fonds destinés à une formation supérieure de longue durée, en général du niveau de la licence. Dans le cas des donateurs bilatéraux, ces bourses sont presque toujours destinées à des études dans le pays donateur. Par contre, dans le cas des donateurs multilatéraux, la formation peut parfois être assurée dans d'autres pays, notamment dans des pays membres.

Achat de biens : Dans les projets bilatéraux, on encourage l'achat de biens dans le pays donateur proprement dit ou le pays bénéficiaire. Quand les biens ne sont pas produits dans le pays bénéficiaire, on ne préconise pas dans la plupart des projets de les acheter dans d'autres pays membres. Dans la plupart des cas, on obtient les biens du pays donateur ou d'autres pays développés.

b) Appui à long terme des donateurs multilatéraux par le biais du pays fournissant l'assistance

Dans un nombre réduit de cas, un organisme d'aide bilatérale ou multilatérale fournit une assistance à des pays en passant par un pays tiers. Il s'agit plus communément dans le cadre de cette formule de fournir des bourses à l'organisme d'un pays membre qui organise des stages de formation ou des voyages d'études et d'observation : les bourses sont gérées par l'organisme de formation lui-même ou par son intermédiaire et peuvent être accordées à des candidats en provenance d'autres pays ou sont réservées à des pays déterminés.

c) Appui à long terme des donateurs à la promotion des relations d'un pays avec un autre pays

La méthode la plus efficace pour aider deux pays à tirer mutuellement parti de leur expérience respective consiste peut-être pour l'organisme donateur à jouer le rôle d'un catalyseur dans les rapports bilatéraux. C'est ainsi que quand, dans deux pays membres les programmes de population en sont à des stades de mise au point différents, un donateur pourrait apporter sa contribution en finançant une série d'échanges bilatéraux. Pour qu'un pays tire parti de l'expérience de l'autre et que le pays ayant le programme le plus avancé réexamine ses méthodes, il faudrait combiner dans une certaine mesure sur plusieurs années la formation, les voyages d'études et d'observation, l'assistance technique, la recherche, les visites, les séminaires et les biens nécessaires.

d) Préférence des donateurs pour les pays membres dans l'achat de biens

Quand ils achètent des biens pour leurs projets, les organismes donateurs devraient respecter le principe de la libre concurrence qui permet d'acheter dans les pays membres.

D. Mesures proposées par les pays membres pour renforcer, appuyer et soutenir la collaboration Sud-Sud

La plupart des modalités de collaboration présentées ci-dessus impliquent des relations bilatérales entre deux pays membres. Dans certains cas, par exemple les programmes de formation multinationaux et les voyages d'observation et d'études plus de deux pays sont concernés, bien qu'on puisse considérer ces cas comme une succession de relations bilatérales. La plupart de ces méthodes de financement s'appuient sur des liens trilatéraux entre deux pays membres et un organisme donateur. Il est évident que la qualité de ces rapports bilatéraux et trilatéraux est une condition essentielle à la réussite de ce type de collaboration dans lequel il faudrait régulièrement suivre et évaluer l'exécution du plan. C'est dans ce cadre qu'il faut étudier le rôle des ONG et des femmes.

/...

Dans cette situation, que pourrait faire le Mouvement des pays non alignés en tant que grande institution pour faciliter cette collaboration bilatérale et trilatérale? On pourrait à cet égard proposer quatre possibilités :

1. Le Mouvement pourrait aider les différents pays et les groupes de deux pays en servant de centre d'information et de communication : il étudierait les points forts de chaque programme national et les modalités que les pays ont établies pour en faire bénéficier les autres et, ensuite, aiderait à mettre en place des liens appropriés.
2. Il pourrait aider les pays ayant des programmes de population relativement plus avancés à arrêter des dispositions d'ordre institutionnel pour faire bénéficier plus efficacement les autres de leur expérience et à apprendre les uns des autres les moyens d'optimiser la qualité de ces programmes.
3. Il pourrait réaliser des activités de promotion auprès des organismes donateurs en aidant les donateurs à comprendre l'intérêt de ce type de collaboration et à restructurer leur assistance financière et technique pour favoriser la coopération Sud-Sud (ou Nord-Sud-Sud) au lieu de mettre l'accent principalement sur l'axe Nord-Sud.
4. Il pourrait servir d'organisme chargé de suivre la collaboration Sud-Sud faisant des observations et des rapports sur les différents programmes à mesure qu'ils sont mis en oeuvre.

Pour pouvoir s'acquitter effectivement de cette tâche, le Mouvement des pays non alignés devrait disposer d'un mécanisme d'exécution pour réaliser les activités suivantes.

1. Etudier les points forts, les points faibles et l'expérience des pays membres dans la mise en oeuvre de chaque modalité de collaboration. Présenter ces informations sous des formes utilisables par les pays membres.
2. Concevoir, mettre au point et diffuser comme il convient les moyens de faire bénéficier les autres pays membres de ces informations. Il s'agirait notamment de se mettre en rapport avec les différents pays pour les aider à établir des liens qui permettent de répondre à leurs propres besoins, et de façon plus générale, de se mettre en rapport avec tous les pays membres ou avec certains pays par région.
3. Se mettre en rapport avec les organismes d'aide multilatérale et bilatérale pour les aider à mieux comprendre l'intérêt de la coopération Sud-Sud et Nord-Sud-Sud et à modifier en conséquence leurs méthodes de financement.
4. Planifier les volets techniques et administratifs des conférences et autres réunions organisées sous l'égide du Mouvement, en coopération avec les organismes gouvernementaux intéressés et élaborer des rapports destinés au Mouvement sur chacune de ces réunions.

5. Etablir des rapports plus généraux à l'intention du Mouvement sur les réalisations et les problèmes de la coopération Sud-Sud et Nord-Sud-Sud dans le domaine de la planification de la population et de la famille.

Pour veiller à ce que cette coopération continue à se développer et soit utile aux pays membres, il serait souhaitable de tenir périodiquement des consultations et d'autres types de réunions regroupant à des niveaux divers (ministres, hauts fonctionnaires, experts) certains pays ou l'ensemble du Mouvement.

On propose dans un premier temps des réunions aux niveaux suivants :

1. Une réunion annuelle mondiale des ministres de la population pour examiner le développement de la coopération Sud-Sud en matière de planification de la population et de la famille ainsi que pour étudier d'autres problèmes pertinents.
2. Des réunions mondiales, régionales et/ou sous-régionales de techniciens sur des sujets bien précis pour mettre en commun leurs données d'expérience et s'entraider pour améliorer leurs programmes.

Pour récapituler, on peut prévoir pour les deux prochaines années, le calendrier suivant :

Avril 1994	Réunion technique mondiale ou régionale du personnel des établissements d'enseignement et de formation sur quelques aspects de l'enseignement et de la formation en matière de programmes de population
Septembre 1994	Réunion ministérielle sur la population du Mouvement des pays non alignés dans le cadre de la Conférence du Caire
Décembre 1994	Réunion technique mondiale ou régionale sur quelques aspects de la gestion des programmes de population, par exemple la gestion de la participation communautaire
Mai 1995	Réunion ministérielle sur la population du Mouvement des pays non alignés

ANNEXE III

Déclaration de Denpasar sur la population et le développement,
adoptée à la Réunion ministérielle sur la population du Mouvement
des pays non alignés, tenue à Bali du 9 au 13 novembre 1993

Nous, participants à la Réunion ministérielle sur la population du Mouvement des pays non alignés tenue à Bali (Indonésie) du 11 au 13 novembre 1993,

Réaffirmant la souveraineté nationale de tous les pays en ce qui concerne la formulation, l'adoption et la mise en oeuvre de leurs politiques en matière de population, compte tenu de leur culture, valeurs et traditions ainsi que de leurs conditions sociales, économiques et politiques;

Rappelant la décision sur la population prise par les chefs d'Etat et de gouvernement à la dixième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés, tenue à Jakarta du 1er au 6 septembre 1992;

Rappelant en outre les importants résultats de la Réunion du Comité ministériel permanent pour la coopération économique du Mouvement des pays non alignés, tenue à Bali du 10 au 13 mai 1993;

Prenant acte de l'importance de la Conférence internationale sur la population et le développement devant se tenir du 5 au 13 septembre 1994, au Caire (Egypte);

Reconnaissant que :

- a) La population doit être considérée comme faisant partie intégrante du processus de développement et ne doit pas être isolée des autres questions de développement;
- b) Les politiques de population et les efforts de développement doivent viser à améliorer la qualité de la vie des générations actuelles sans compromettre la capacité des générations futures à faire face à leurs propres besoins;
- c) L'atténuation de la pauvreté est essentielle à la dignité de l'être humain et indispensable au développement durable;

Réaffirmant que :

- a) La promotion de l'être humain est l'objectif essentiel du développement durable et que la mise en valeur des ressources humaines représente le meilleur moyen de réaliser les objectifs socio-économique et de développement;
- b) Le droit à un niveau de vie suffisant pour assurer la santé et le bien-être est un droit fondamental pour les personnes de tous âges et la promotion de ce droit est un devoir moral de la communauté internationale;

/...

c) L'intégration complète et harmonieuse des femmes dans le processus de développement à tous les niveaux afin d'assurer l'égalité entre les sexes, doit être un objectif essentiel du Mouvement des pays non alignés;

d) La transformation des relations internationales en vue de renforcer la coopération bilatérale et multilatérale pour le développement est devenue indispensable, et une action déterminée visant à intensifier la coopération Sud-Sud en vue de l'autosuffisance collective est impérative;

e) Les pays non alignés et les autres pays en développement doivent participer activement à la Conférence internationale sur la population et le développement devant se tenir au Caire en 1994, et considérer que le suivi de ses résultats revêt une importance primordiale;

ADOPTONS la déclaration ci-après et approuvons les documents qui y sont joints concernant sur les questions et recommandations adressées à la Conférence internationale sur la population et le développement de 1994 et l'appui du Mouvement des pays non alignés à la collaboration Sud-Sud dans le domaine de la population et de la planification familiale.

1. Les ministres demandent une amélioration concrète de la coopération internationale en vue de la promotion de la croissance économique et du développement durable des pays en développement. A cette fin, des objectifs, des buts et des modalités d'exécution doivent être définis pour pouvoir appliquer toutes les politiques appropriées, et les progrès touchant la population doivent être suivis régulièrement.

2. Les ministres réaffirment que les questions de population doivent être étroitement intégrées au développement car elles en sont indissociables, et doivent être envisagées dans une optique globale. Ils soulignent que les progrès dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'emploi, du rôle de la femme dans la société, de la promotion du bien-être de la famille et de l'amélioration de l'accès à la planification familiale sont indispensables à la réalisation des objectifs en matière de population. Ils affirment en outre que le moment est venu de reconnaître la nécessité de stabiliser la population au niveau mondial et que chaque pays doit adopter les politiques et programmes nécessaires à cet effet, conformément à sa propre culture et à son processus de développement.

3. Les ministres soulignent que la taille, la croissance, la structure et la composition de la population ont des effets importants sur son développement socio-économique. Ils expriment leur préoccupation devant la détérioration continue de la situation économique et des conditions sociales dans de nombreux pays en développement qui s'est traduite par une baisse ou une lente amélioration des niveaux de vie, et devant la montée continue du chômage et la généralisation de la pauvreté. Ils notent en outre que la grave détérioration de la situation socio-économique a affaibli leur aptitude à mettre en oeuvre leurs politiques et programmes dans le domaine de la population et du développement.

4. Les ministres soulignent l'importance de l'élaboration de politiques et programmes de population qui visent simultanément à assurer une croissance économique et un développement durables, en tenant compte de l'interdépendance entre la population d'une part, et la pauvreté, les modes de production, de distribution et de consommation, la qualité de l'environnement, les ressources naturelles, les inégalités économiques et sociales ainsi que les inégalités entre les sexes, d'autre part. Ils soulignent également que le développement socio-économique durable a un effet décisif sur les programmes de population. Ils recommandent de définir des politiques et des programmes à moyen et à long terme axés à la fois sur la population, la croissance économique et le développement durable, l'atténuation de la pauvreté et la réduction des inégalités sociales et permettant de prendre pleinement en charge les besoins des pauvres dans tous les pays.

5. Les ministres notent que la mise en oeuvre des politiques et programmes de population relèvent de la responsabilité des Etats. A cet égard, ils se félicitent des efforts importants déployés par les gouvernements pour élaborer et mettre en oeuvre leurs politiques et programmes nationaux respectifs dans le domaine de la population, et reconnaissent que certains résultats ont été obtenus jusqu'à présent. Ils soulignent par ailleurs que la communauté internationale doit appuyer les politiques et programmes nationaux de tous les pays, en particulier ceux des pays en développement, en tenant compte du droit souverain de chaque pays d'élaborer, d'adopter et de mettre en oeuvre ses propres politiques.

6. Les ministres soulignent que la dimension mondiale des questions de population aggravée par des modèles de production et de surconsommation non viables qui provoquent la dégradation de l'environnement, menace les fondements mêmes de la vie. La population est un facteur essentiel du développement durable visant à améliorer la qualité de la vie. Ce constat implique que l'avenir de tous les pays est indissociable et que cette interdépendance nécessite une coopération internationale. Les ministres soulignent que pour instaurer une collaboration et un partenariat entre tous les pays du monde, les pays en développement doivent coordonner leurs propres programmes et besoins prioritaires, tandis que les pays développés doivent, pour leur part, s'engager à contribuer à résoudre ces problèmes prioritaires.

7. Les ministres soulignent que l'atténuation de la pauvreté est indispensable à une mise en oeuvre effective des politiques et programmes de population qui contribuent à améliorer la qualité de la vie et à assurer la stabilité sociale et politique. En conséquence, ils réaffirment que les gouvernements doivent élaborer des politiques et programmes de population visant à améliorer la qualité des ressources humaines, à développer l'emploi et à assurer l'intégration des groupes marginalisés et défavorisés.

8. Les ministres reconnaissent que les pouvoirs publics, en manifestant sans équivoque leur attachement aux politiques de population, contribueraient à renforcer la prise de conscience des questions de population et à consolider la mise en oeuvre de ces politiques à tous les niveaux de la société. Ils engagent donc les gouvernements ainsi que toutes les personnes concernées politiquement et culturellement, tant au niveau national qu'international, à renforcer leur attachement aux politiques et programmes de population.

9. Les ministres soulignent la nécessité d'exploiter les acquis obtenus dans le renforcement du rôle des femmes dans le cadre d'un partenariat harmonieux aux niveaux social, économique, culturel et politique. A cet effet, l'un des objectifs prioritaires de développement consiste à adopter des politiques tenant compte des préoccupations des femmes dans le domaine de l'éducation, de la santé et des choix génésiques, de l'économie et de l'emploi. Le rôle décisif des femmes dans la définition des politiques en matière de population et dans la mise en oeuvre des programmes ainsi que leur participation aux programmes relatifs à la population, à l'environnement et au développement doivent être garantis.

10. Les ministres soulignent que la famille constitue le fondement de la vie sociale et du développement. Il s'agit donc de l'instrument le plus important dont dispose la société pour son développement. La famille apporte une contribution essentielle au développement durable. Les ministres notent par ailleurs que la famille joue également un rôle important dans la transmission des valeurs d'une génération à l'autre, et constitue de ce fait un agent essentiel du changement social. Ils soulignent que les gouvernements doivent mobiliser tous les moyens possibles pour sauvegarder et renforcer la famille, conformément à leurs spécificités sociales et culturelles.

11. Les ministres soulignent que les programmes de planification familiale doivent être conçus pour permettre aux familles de décider du nombre d'enfants souhaités et d'améliorer leurs conditions de vie. Ils insistent également sur l'importance de l'amélioration de la qualité des aspects opérationnels, notamment la prise en compte des facteurs sociaux appropriés dans la mise en oeuvre de ces programmes. Ils recommandent qu'une attention particulière soit accordée à l'amélioration de la santé maternelle, infantile et postinfantile, à la réduction de la morbidité et de la mortalité maternelle et infantile, à l'amélioration de la condition de la femme, au relèvement du niveau scolaire de tous les enfants, en particulier les filles, au développement et à l'extension de l'information et de la communication, et à la consolidation des efforts visant à réduire le taux de natalité et à atténuer la pauvreté pour améliorer la qualité de la vie de la population.

12. Les ministres expriment leur préoccupation devant les disparités entre pays en développement et pays développés en ce qui concerne la mortalité maternelle, infantile et postinfantile et l'espérance de vie. Ils engagent les gouvernements à faire en sorte que les familles, et en particulier les femmes et les enfants, aient accès à une large gamme de services et programmes de santé essentiels appropriés et de bonne qualité. Ces services doivent être accessibles à toutes les familles et contribuer à réduire la mortalité et la morbidité maternelles, infantiles et postinfantiles et à promouvoir la naissance de bébés sains et une croissance normale des enfants.

13. Les ministres prennent acte des progrès importants enregistrés dans le domaine de la promotion de la santé, des soins préventifs et de la lutte contre les maladies et de leurs effets positifs sur les taux de morbidité et de mortalité dans les pays membres du Mouvement des pays non alignés. Toutefois, dans certains pays, ces problèmes persistent et de nouveaux problèmes ont surgi parmi lesquels les accidents de la circulation, l'abus des drogues et la pandémie du VIH/sida. Ils engagent donc tous les gouvernements à accorder une

attention particulière à leurs programmes de développement dans le domaine de la santé afin de réduire les inégalités, d'améliorer l'accès aux soins de santé en mettant l'accent sur les principales questions de santé comme le VIH/sida, et notamment ses conséquences socio-économiques, et de promouvoir un mode de vie et un environnement sain, ainsi qu'une meilleure nutrition.

14. Les ministres soulignent le rôle important que peuvent jouer l'information, l'éducation et la communication dans la solution des questions de population et de développement, qu'il s'agisse de la planification familiale et des programmes de santé, de la valorisation des ressources humaines, de la promotion de la condition de la femme ou de la protection de l'environnement. Ils soulignent qu'il importe également que l'information, l'éducation et la communication en ce qui concerne les questions de population doivent être accessibles aux deux sexes et à tous les groupes d'âge à tous les niveaux, à la fois dans les structures formelles et informelles, en tenant compte des besoins spécifiques de chaque groupe de population. Ils insistent en outre sur le fait que la presse et les autres médias peuvent jouer un rôle important, en particulier dans la sensibilisation aux questions concernant la population et la planification familiale.

15. Les ministres notent également que la recherche-développement dans le domaine de la population est un facteur essentiel pour la définition des politiques et programmes et leur mise en oeuvre, et engagent en outre les gouvernements et les institutions de financement à apporter leur appui à cette activité. Ils mettent en particulier l'accent sur l'importance de la recherche pour promouvoir la santé génésique et la maternité sans risque, compte tenu de ses conséquences à terme sur la santé génésique, la fécondité et la contraception.

16. Les ministres notent l'importance de la collecte de données et des flux d'informations concernant la population pour la définition des politiques et la mise en oeuvre des programmes. Ils engagent les gouvernements à continuer de renforcer et d'encourager une meilleure circulation de l'information qui permet d'intégrer la population au processus de développement et à adopter des politiques et programmes en vue d'atteindre les objectifs souhaités.

17. Tenant compte du fait que l'efficacité des politiques et programmes de population dépend en grande partie de l'interaction entre les individus et entre la collectivité, les ministres soulignent la nécessité de faire participer les collectivités à toutes les étapes de la définition, de la mise en oeuvre et de l'évaluation des politiques et programmes de population. A cet égard, les gouvernements doivent encourager et aider concrètement tous ceux qui jouissent d'une certaine autorité morale, les ONG et les organisations de base oeuvrant dans les domaines liés à la population ainsi que les administrations locales.

18. Les ministres notent que les migrations internationales constituent un phénomène qui a existé tout au long de l'histoire et continuera d'exister tant que subsisteront les disparités économiques entre les pays. Les ministres prennent acte avec préoccupation des problèmes des travailleurs migrants, et soulignent que les gouvernements des pays d'origine et ceux des pays d'accueil doivent améliorer la diffusion de l'information et encourager les consultations afin de réaliser un large consensus national et international sur ces questions.

19. Les ministres notent que la coopération entre les pays doit être fondée sur un partenariat renforcé sur la base de l'intérêt mutuel, du partage de responsabilités et de l'engagement commun. Les pays en développement sont certes au premier chef responsables de leur propre développement économique et social, notamment en ce qui concerne la formulation et la mise en oeuvre de politiques nationales appropriées dans le domaine de la population et du développement, mais les pays développés ont une responsabilité particulière consistant à contribuer à la création d'un climat économique international favorable.

20. Les ministres notent que le système économique mondial demeure caractérisé par des déséquilibres croissants et de sombres incertitudes particulièrement défavorables aux intérêts des pays membres du Mouvement, et ce malgré les efforts déployés pour mettre en oeuvre des réformes économiques et, le cas échéant, des programmes d'ajustement structurel. Les problèmes posés par la persistance de la crise de la dette, la fluctuation des taux d'intérêt, la baisse des transferts de capitaux vers les pays en développement, la détérioration des termes de l'échange, la baisse continue des prix des produits de base, la montée du protectionnisme dans les pays développés et les difficultés d'accès aux marchés et à la technologie ainsi que le transfert net négatif de ressources financières des pays en développement vers les pays développés constaté jusqu'à ces dernières années et la pauvreté ont gravement compromis les efforts de développement des pays en développement.

21. Les ministres soulignent que les pays en développement ont besoin d'une aide financière complémentaire substantielle. Tout en soulignant la nécessité pour leurs gouvernements respectifs d'assurer leur autosuffisance dans la mobilisation de ressources, ils lancent un appel aux donateurs bilatéraux et multilatéraux pour renforcer les flux de ressources financières concessionnelles vers les pays en développement. Les pays développés doivent contribuer efficacement à atténuer la pauvreté et à assurer une croissance économique soutenue dans les pays en développement.

22. Les ministres insistent sur la nécessité de mobiliser des fonds d'un montant plus élevé et prévisible afin d'appuyer les objectifs à moyen et à long terme pour la mise en oeuvre des politiques et programmes en matière de population et de développement, et ce afin d'instaurer un nouveau partenariat mondial équitable grâce à la création de nouvelles formes de coopération entre les Etats, les secteurs clefs de la société et les populations.

23. Les ministres réaffirment que la coopération technique entre pays en développement représente un important moyen de renforcer leur autosuffisance individuelle et collective en encourageant la mobilisation effective des ressources humaines, l'échange régulier d'informations et de données d'expérience dans le domaine du développement. A cet égard, ils soulignent que la question de la population est l'une de celles qui sont les plus directement liées à leurs besoins vitaux communs et que la CTPD constitue le cadre approprié pour en débattre. Dans cet ordre d'idée, ils se félicitent de la collaboration Sud-Sud dans le domaine de la population et de la planification familiale et demandent à leurs gouvernements respectifs de participer activement à cette collaboration. Ils lancent en outre un appel aux donateurs, gouvernements et

institutions, pour qu'ils y participent, en particulier en ce qui concerne le renforcement des capacités nécessaires pour la réalisation des programmes de population et de développement.

24. Les ministres soulignent la nécessité d'encourager le développement des mécanismes bilatéraux, multilatéraux et autres pour l'échange de données d'expérience en matière de population et de développement entre pays en développement. Ils engagent les organismes donateurs à améliorer et à modifier leurs procédures de financement afin de donner la priorité à l'aide en faveur de ces accords de collaboration directe Sud-Sud. Ils demandent aux pays développés et aux institutions de financement de faciliter un transfert substantiel de ressources et de technologie vers les pays membres du Mouvement afin d'appuyer les programmes de population et de développement qui correspondent à leurs besoins et priorités reconnus.

25. Les ministres soulignent la nécessité d'explorer toutes les possibilités de mettre en place des mécanismes pour le suivi de l'application des recommandations de la présente Réunion. A cet égard, ils notent que la tenue de réunions périodiques ou d'autres formes de consultations entre pays membres du Mouvement à différents niveaux serait souhaitable. Ils réaffirment en outre que la coordination des interventions et des stratégies dans le domaine de la population et du développement avec le Groupe des 77 est d'une importance vitale.

26. Rappelant la déclaration historique du Sommet de Jakarta, les ministres expriment leur préoccupation devant la situation de la population dans les territoires arabes et palestiniens occupés par Israël, et lancent un appel à la communauté internationale pour qu'elle assure la protection de la population vivant sous l'occupation et l'aide à réaliser ses droits politiques et nationaux inaliénables conformément aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies.

27. Les ministres considèrent que la Conférence internationale sur la population et le développement devant se tenir au Caire (Egypte) du 5 au 13 septembre 1994, revêt une importance particulière en ce sens qu'elle constitue un moyen de promouvoir la coopération et d'élaborer un programme d'action comprenant des recommandations sur la population, la croissance économique et le développement des pays en développement pour la prochaine décennie et au-delà. Ils se félicitent du processus préparatoire, de l'esprit dans lequel il se déroule et des efforts déployés pour assurer le succès de la Conférence du Caire et invitent à nouveau tous les Etats à participer activement à ce processus et à la formulation des recommandations, en y apportant une contribution constructive.
